

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Le présent rapport de gestion a été préparé en date du 29 janvier 2018 et devrait être lu parallèlement à nos états financiers consolidés résumés non audités (les « états financiers »), ainsi qu'aux notes annexes, pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016. Tous les montants inclus au présent rapport de gestion sont exprimés en milliers de dollars américains, à moins d'indication contraire, et ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS », ou les « PCGR »). Dans le présent rapport de gestion, Real Matters Inc. et ses filiales sont désignées par les termes « Real Matters », la « Société », « nous », « notre » ou « nos ».

Aperçu de la Société

Nous sommes un fournisseur de services de gestion de réseau de premier plan au sein des secteurs des prêts hypothécaires et de l'assurance. Notre « plateforme » combine notre technologie exclusive et nos capacités de gestion de réseau aux efforts déployés par des dizaines de milliers de représentants sur les lieux qualifiés indépendants afin de créer un marché propice à la prestation de services de prêts hypothécaires et d'assurance. Notre plateforme favorise la rivalité entre les représentants sur les lieux, tels que les évaluateurs de biens immobiliers résidentiels, afin qu'ils offrent des services fondés sur le rendement qui procurent une qualité, une transparence et une efficacité accrues à nos clients.

Notre plateforme a été créée pour traiter des questions clés au sein des secteurs des prêts hypothécaires et de l'assurance. Nous avons conçu notre plateforme pour créer un avantage sur le plan de la concurrence à long terme par rapport aux fournisseurs de services traditionnels, dont les activités sont à notre avis plus exigeantes et plus coûteuses que les nôtres. Grâce à notre plateforme et à nos capacités de gestion de réseau, nous estimons être en mesure de fournir des services de façon plus rapide et en réduisant les erreurs. Selon nous, les gains d'efficacité que nous procurons permettent de réduire les démarches, ce qui allège notre structure de coûts et nous permet de disposer d'un modèle d'affaires extensible.

Nous fournissons des services au secteur des prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis ») et au Canada par l'entremise de notre marque Solidifi ainsi que des services au secteur de l'assurance de dommages au Canada par l'entremise de notre marque iv3.

Aux États-Unis, nous comptons parmi nos clients plus de 60 des 100 principaux prêteurs hypothécaires, dont tous les prêteurs hypothécaires du groupe 1, selon la définition que nous en donnons à la rubrique « Glossaire » du présent rapport de gestion. Nous fournissons approximativement une évaluation hypothécaire résidentielle sur 15 aux États-Unis et nous estimons que nous détenons une part d'environ 6,5 % de ce marché au 30 septembre 2017. Nous sommes en outre un fournisseur indépendant de services de titres et de clôture à l'échelle nationale, et nous évaluons à environ 0,3 % la part de marché que nous détenons au 30 septembre 2017.

Au Canada, nous comptons parmi notre clientèle la majorité des grandes banques à charte canadiennes ainsi que certaines des plus grandes compagnies d'assurance en Amérique du Nord. Nous fournissons des services d'évaluation hypothécaire résidentielle à trois des cinq grandes banques et détenons une part d'environ 18 % de ce marché à la fin de l'exercice 2017. Nous fournissons en outre des services d'inspection aux fins d'assurance de biens résidentiels et commerciaux à 10 des 15 principales compagnies d'assurance au Canada et, à la fin de l'exercice 2017, nous détenons une part d'environ 12 % de ce marché.

Nous avons estimé que les dépenses annuelles totales engagées sur le marché pour nos services s'établissaient à environ 16,0 G\$ en 2017, ce qui comprend le montant estimatif des dépenses annuelles engagées par les prêteurs hypothécaires résidentiels pour les services d'évaluation hypothécaire résidentielle et le montant total des services relatifs aux primes souscrites pour l'assurance de titres de propriété que nous fournissons aux États-Unis, ainsi que pour les services d'évaluation hypothécaire résidentielle et les services d'inspection pour les assurances que nous fournissons au Canada.

Le siège social de Real Matters est situé à Markham, en Ontario, et ses principaux bureaux se trouvent à Buffalo (New York), à Middletown (Rhode Island) et à Denver (Colorado).

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Caractère saisonnier et tendances

Notre performance financière s'appuie principalement sur les volumes de montage de prêts hypothécaires résidentiels en Amérique du Nord. Nos produits tirés des transactions sont soumis au caractère saisonnier du secteur des prêts hypothécaires résidentiels. Les acheteurs de maison achètent habituellement plus de maisons pendant nos troisième et quatrième trimestres, soit les trimestres clos le 30 juin et le 30 septembre, respectivement. Les volumes de montage de prêts hypothécaires résidentiels dépendent également d'autres facteurs comme les variations des taux d'intérêt, les taux de refinancement, le prix des logements, la disponibilité de fonds pour les prêts hypothécaires, les exigences en matière de crédit, les changements réglementaires, l'endettement des ménages, les niveaux d'emploi et la santé générale de l'économie nord-américaine. Notre part de marché dépend de la taille du marché des prêts hypothécaires résidentiels ainsi que de la part de marché relative de nos clients sur le marché du montage de prêts hypothécaires par rapport à la taille du marché. Les gains ou les pertes de nos clients sur le marché du montage de prêts hypothécaires ont une incidence sur notre part de marché globale.

La plupart de nos services sont soumis à des contrats-cadres de services de plusieurs années ou à reconduction tacite. Ces conventions ne renferment habituellement pas de garanties minimales de volume d'unités. Nous nous appuyons plutôt sur notre capacité à dépasser les concurrents pour accroître les volumes de transactions avec nos clients.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2017 (l'« exercice 2017 »), environ 90 % de nos produits ont été réalisés aux États-Unis. En conséquence, nous avons décidé de présenter nos résultats financiers consolidés en dollars américains, même si notre monnaie fonctionnelle est le dollar canadien. Nous ne couvrons pas l'incidence que peuvent avoir les fluctuations du change entre le dollar canadien et le dollar américain sur nos montants présentés au titre des produits et des charges libellés en dollars canadiens.

Stratégie et perspectives

Notre mission est d'être la première société de services de gestion de réseau en importance à l'échelle mondiale. Nous avons conçu notre plateforme afin de parer aux principales difficultés dans les secteurs des prêts hypothécaires et de l'assurance. Aux États-Unis, nous comptons parmi nos clients plus de 60 des 100 principaux prêteurs hypothécaires, dont tous les prêteurs hypothécaires du groupe 1.

Notre plateforme crée un marché concurrentiel pour les services impartis qui sont essentiels dans le cadre du processus de souscription. Notre stratégie consiste à tirer parti de notre plateforme pour toujours faire mieux que nos concurrents, à tirer parti de notre rendement pour faire croître notre part de marché auprès de nos clients et à attirer et à fidéliser nos concessions clientes à long terme.

Nous sommes d'avis que notre stratégie renforcera notre position concurrentielle, accroîtra nos produits et nos produits nets^{A)} et améliorera notre rentabilité. Pour mener à bien cette stratégie, nous nous concentrons sur le développement rigoureux de logiciels extensibles, un engagement envers le service à la clientèle, l'excellence opérationnelle et la création de valeur à long terme pour nos clients, nos employés et nos actionnaires.

Nous adoptons une perspective à long terme pour gérer et quantifier la réussite de nos stratégies d'affaires permanentes. À cet égard, nous mettons principalement l'accent sur la croissance de notre part de marché. Nous cherchons à faire augmenter notre part de marché, peu importe la conjoncture au sein du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels. La croissance de la part de marché est attribuable au recrutement de nouveaux clients de même qu'à l'accroissement de la part de marché au sein de notre clientèle existante. Le marché des prêts hypothécaires et du montage de prêts hypothécaires résidentiels est soumis à l'influence de nombreux facteurs externes, tels que la conjoncture économique dans son ensemble et la fluctuation des taux d'intérêt, lesquels sont indépendants de notre volonté.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Selon nos antécédents à ce jour, nous avons régulièrement été capables d'accroître notre part de marché des activités d'évaluation hypothécaire résidentielle d'un nouveau client dans une mesure de 15 % du volume des opérations du client en question après une année et dans une mesure de 35 % à 40 % après trois ans. Bien que la grande majorité des prêteurs hypothécaires aux États-Unis sollicitent les services de plus d'un fournisseur de services, nous gérons une grande partie des volumes de transactions d'un certain nombre de nos clients.

Les objectifs fixés dans le cadre de notre stratégie à long terme sont fondés sur l'obtention d'une part de marché de chacun de nos clients des services d'évaluation hypothécaire du groupe 1, qui s'établit à environ 30 % à 40 % dans les cinq premières années.

Nous sommes d'avis que la mise en œuvre réussie de notre plan nous procurera d'importantes occasions de croissance qui nous permettront de réaliser ce qui suit d'ici le 30 septembre 2021 (l'« exercice 2021 ») :

- Accroître notre part de marché des évaluations hypothécaires résidentielles aux États-Unis afin qu'elle constitue de 15 % à 20 % de ce marché.
- Accroître notre part du marché des services de titres et de clôture aux États-Unis afin qu'elle constitue de 1 % à 3 % de ce marché.
- Accroître les produits en fonction d'un taux de croissance annuel composé de 20 % à 25 % par rapport à l'exercice de base au 30 septembre 2016 (l'« exercice 2016 »).
- Atteindre la cible relative aux marges de produits nets^{A)} de 35 % à 40 %.
- Atteindre la cible relative aux marges du BAIIA ajusté^{A)} de 25 % à 30 %.

Ces objectifs à long terme sont soutenus par la croissance continue de notre part du marché des évaluations hypothécaires résidentielles et la perturbation du marché des services de titres et de clôture. De plus, nous continuerons de rechercher activement des occasions d'acquisitions.

Nous prévoyons que nos résultats trimestriels varieront compte tenu du caractère saisonnier et de la taille du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis, qui est très sensible, entre autres facteurs, aux fluctuations des taux d'intérêt.

Il n'y a eu aucun changement important aux hypothèses ou aux estimations qui nécessiterait que nous révisions nos perspectives financières pour l'exercice 2021.

Principaux facteurs influant sur les résultats d'exploitation

De nombreux facteurs, y compris ceux qui échappent à notre contrôle direct, pourraient avoir une incidence importante sur notre performance financière. Comme nous tirons la majeure partie de nos produits de nos activités aux États-Unis, l'analyse ci-dessous porte sur les facteurs influant sur les perspectives à court terme du marché américain. Comme il est indiqué à la rubrique « Stratégie et perspectives » ci-dessus, nos objectifs et nos stratégies ont été établis en fonction d'une perspective à plus long terme du rendement et tiennent compte des facteurs à court terme décrits ci-dessous, qui devraient influencer sur nos résultats d'exploitation.

Montages de prêts hypothécaires résidentiels

Nos activités sont tributaires de la vigueur du secteur des prêts hypothécaires, et en particulier du volume de montages de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis dans le cadre de transactions d'achat et de refinancement. Selon le rapport intitulé *Mortgage Finance Forecast Report* de la Mortgage Bankers Association (« MBA ») daté du 15 février 2017, la valeur estimative du marché américain du montage de prêts hypothécaires s'établissait à 1,9 billion de dollars en 2016. Dans ce rapport, la MBA prévoyait que les montages de prêts hypothécaires résidentiels diminueraient à 1,6 billion de dollars en 2017, pour ensuite demeurer stables jusqu'en 2019. La MBA prévoyait que les transactions de refinancement diminueraient pour s'établir à 500 G\$ en 2017, comparativement à 900 G\$ en 2016. En revanche, elle estimait que les

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

montages de prêts hypothécaires résidentiels pour l'achat de maisons augmenteraient respectivement de 10 %, de 8 % et de 6 % de 2017 à 2019. Dans son rapport le plus récent, la MBA n'a apporté aucun changement important à ses estimations de février 2017. Ses estimations révisées laissent entrevoir un léger renforcement du marché global pour 2018, tandis que ses prévisions pour 2019 restent globalement inchangées, la taille du marché étant estimée à 1,65 billion de dollars. De plus, les estimations actuelles de Fannie Mae et de Freddie Mac pour le marché des montages de prêts hypothécaires résidentiels sont assez semblables, la taille du marché étant estimée à environ 1,7 billion de dollars pour 2018 et 2019.

Conjoncture

Par le passé, la conjoncture aux États-Unis, notamment les perspectives en ce qui a trait aux principaux indicateurs comme les taux d'intérêt, le produit intérieur brut (le « PIB ») et les taux de chômage, a influé sur les taux d'accession à la propriété et le nombre de montages de prêts hypothécaires résidentiels. Par conséquent, la MBA tient compte de tous ces principaux indicateurs pour établir ses estimations relatives aux montages de prêts hypothécaires résidentiels. La hausse des taux d'intérêt pourrait donner lieu à une diminution du nombre de montages de prêts hypothécaires résidentiels et à une baisse de nos produits, tandis que l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis pourrait faire croître le nombre de montages de prêts hypothécaires résidentiels, qu'il s'agisse de montages aux fins d'achat ou de refinancement, et donner lieu à une hausse des produits. Cette diminution des taux de chômage pourrait se traduire par une hausse du nombre de montages de prêts hypothécaires résidentiels et une hausse des produits.

Réglementation

Des modifications de la réglementation peuvent influencer sur l'offre de financement hypothécaire. Toutes choses égales d'ailleurs, une augmentation de l'offre de financement hypothécaire peut avoir une incidence positive sur nos produits. À l'inverse, une réduction de l'offre de financement hypothécaire peut donner lieu à une baisse du nombre de montages de prêts hypothécaires résidentiels et à une diminution des produits. À l'heure actuelle, nous ne prévoyons pas de resserrement du financement hypothécaire disponible. Le gouvernement des États-Unis pourrait envisager de réviser certains règlements qui, conjugués à d'autres, régissent les montages de prêts hypothécaires résidentiels. Bien qu'une réglementation moins stricte puisse avoir une incidence sur nos produits, nous estimons que le fait d'abroger ou d'assouplir certains éléments d'un règlement n'aurait pas une incidence importante sur nos produits.

Nous nous attendons à ce que l'augmentation prévue de notre part de marché auprès de nos clients actuels et futurs permette d'atténuer l'incidence d'un repli du marché des prêts hypothécaires sur notre performance opérationnelle.

Nos activités sont assujetties à divers risques et incertitudes. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mise en garde concernant les déclarations prospectives » dans le présent rapport de gestion pour une description des risques qui ont une incidence sur nos activités et qui pourraient faire en sorte que nos résultats varient.

Mesures non définies par les PCGR

Nous préparons nos états financiers conformément aux IFRS. Cependant, nous considérons que certaines mesures financières non définies par les PCGR constituent de l'information additionnelle utile à l'égard du calcul de notre performance et de notre situation financière. Ces mesures, dont l'usage est, à notre avis, répandu parmi les investisseurs, les analystes en valeurs mobilières et les autres parties désirant évaluer notre performance, n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et, par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à d'autres mesures similaires présentées par d'autres sociétés ouvertes, et elles ne devraient pas, en outre, être considérées en remplacement des mesures financières définies conformément aux IFRS. Les mesures non définies par les PCGR comprennent le « BAIIA ajusté », les « produits nets » et le « bénéfice net ou la perte nette ajusté ».

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

A)

BAIIA ajusté

L'expression « BAIIA ajusté » utilisée dans le présent rapport de gestion renvoie au bénéfice net ou à la perte nette avant la charge de rémunération fondée sur des actions, les coûts ou les économies liés aux acquisitions et au premier appel public à l'épargne (« PAPE »), les charges liées à l'intégration, l'amortissement, la dépréciation d'actifs, les charges d'intérêts, les produits d'intérêts, les profits et pertes de change nets, les profits et pertes liés à la juste valeur des bons de souscription, les profits ou les pertes à la réévaluation de participations auparavant mises en équivalence, le bénéfice net ou la perte nette des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et la charge ou l'économie d'impôt sur le résultat. Le BAIIA ajusté est une mesure de notre rentabilité opérationnelle, qui exclut par conséquent certains éléments décrits ci-dessus. Nous considérons ces éléments comme des éléments sans effet sur la trésorerie (dans le cas de la charge de rémunération fondée sur des actions, de l'amortissement, de la dépréciation d'actifs, des profits ou pertes de change nets latents, des profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription, des profits ou des pertes à la réévaluation de participations auparavant mises en équivalence, du bénéfice net ou de la perte nette des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et de l'impôt sur le résultat différé) ou hors exploitation (dans le cas des économies ou des coûts liés aux acquisitions et au PAPE, des charges liées à l'intégration, des profits et pertes de change nets réalisés, des charges d'intérêts, des produits d'intérêts et de l'impôt exigible). Le BAIIA ajusté est une mesure financière et opérationnelle qui est utile à la Société, à son conseil d'administration et à son prêteur, car il s'agit d'une mesure de la performance opérationnelle de la Société comparativement à celle de ses pairs, ainsi que de sa conformité aux clauses restrictives de sa facilité d'emprunt à long terme. Les paragraphes qui suivent présentent les motifs sous-jacents à l'exclusion de chacun des éléments.

Charge de rémunération fondée sur des actions : Ces coûts correspondent aux dépenses sans effet sur la trésorerie relatives aux attributions réglées en instruments de capitaux propres comptabilisées dans le cadre de notre PAPE, ou aux charges de rémunération fondée sur des actions de l'exercice. Ces montants sans effet sur la trésorerie sont comptabilisés dans les charges d'exploitation, et ils constituent une catégorie de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Économies ou coûts liés aux acquisitions et au PAPE : Ces économies ou coûts correspondent aux éléments hors exploitation et comprennent les économies ou les coûts de transaction liés aux acquisitions et les coûts liés à notre PAPE. Ces économies ou coûts ne constituent pas des indicateurs à l'égard des activités poursuivies; elles constituent une catégorie d'économies ou de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Charges liées à l'intégration : Ces charges correspondent à des coûts hors exploitation et elles se composent principalement d'indemnités de départ pour les employés. Ces charges ne constituent pas des indicateurs à l'égard des activités poursuivies; elles constituent une catégorie de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Amortissement : Étant un élément sans effet sur la trésorerie, l'amortissement n'est pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle et constitue une catégorie de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Dépréciation d'actifs : Étant un élément sans effet sur la trésorerie, la dépréciation d'actifs n'est pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle et constitue une catégorie de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Charges et produits d'intérêts : Les charges et les produits d'intérêts reflètent le ratio emprunts/capitaux propres, les taux d'intérêt et la situation d'emprunt pour une période donnée. En conséquence, les charges ou les produits d'intérêts reflètent notre trésorerie et nos activités de financement et représentent une catégorie de charges ou de produits différente de celles et ceux inclus dans le BAIIA ajusté.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Profits ou pertes de change nets : Étant des éléments sans effet sur la trésorerie, les profits ou pertes de change nets latents ne sont pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle. Les profits ou pertes de change nets réalisés reflètent notre trésorerie et nos activités de financement et représentent une catégorie de produits ou de charges différente de ceux et celles inclus dans le BAIIA ajusté.

Profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription : Étant des éléments sans effet sur la trésorerie, les profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription ne sont pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle. Les profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription reflètent notre trésorerie et nos activités de financement et représentent une catégorie de produits ou de charges différente de ceux et celles inclus dans le BAIIA ajusté.

Profit ou perte à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence : Étant un élément sans effet sur la trésorerie, le profit ou la perte à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence n'est pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle et représente une catégorie de produits ou de charges différente de ceux et celles inclus dans le BAIIA ajusté.

Bénéfice net ou perte nette des entités comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence : Le bénéfice net ou la perte nette de nos entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence est déduit ou ajouté au BAIIA ajusté et, étant un élément sans effet sur la trésorerie, n'est pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle.

Impôt sur le résultat : L'impôt sur le résultat est soumis aux lois fiscales et aux taux d'imposition et dépend d'éléments indépendants de nos activités quotidiennes. L'impôt sur le résultat n'est pas un indicateur de notre rentabilité opérationnelle et constitue une catégorie d'économies ou de charges différente de celles incluses dans le calcul du BAIIA ajusté.

Le compte consolidé résumé non audité de résultat et de résultat global pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016 présente les éléments de rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net ou de la perte nette. Le tableau suivant présente les éléments de rapprochement du bénéfice net ou de la perte nette et du BAIIA ajusté pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

	Trimestres clos les 31 décembre	
	2017	2016
Perte nette	(5 389) \$	(2 285) \$
Charge de rémunération fondée sur des actions	284	–
(Économies) coûts lié(e)s aux acquisitions et au PAPE	(7)	421
Charges liées à l'intégration	50	–
Amortissement	5 316	5 198
Charges d'intérêts	156	254
Produits d'intérêts	(106)	–
Profit de change, montant net	(642)	(3 741)
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur des bons de souscription	(767)	4 505
Profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence	(499)	–
Bénéfice net des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	(105)
Charge d'impôts	3 995	1 248
BAIIA ajusté	2 391 \$	5 495 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

La direction calcule habituellement le BAIIA ajusté de la façon suivante :

	Trimestres clos les 31 décembre	
	2017	2016
Produits	73 870 \$	78 894 \$
Moins : coûts de transaction	51 385	52 877
Moins : charges d'exploitation	20 378	20 522
Ajouter : charge de rémunération fondée sur des actions	284	–
BAIIA ajusté	2 391 \$	5 495 \$

Principales variations du BAIIA ajusté

La diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable aux facteurs suivants :

- Un repli important du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels, plus précisément en ce qui a trait aux activités de prêts hypothécaires aux fins de refinancement.
- Des produits attribuables aux services d'évaluation et services connexes à plus faibles marges, par rapport aux services de titres et de clôture à marges plus élevées.
- Des produits tirés des services à plus faibles marges au sein de notre gamme de services de titres et de clôture.
- La migration de certains services de titres et de clôture du modèle d'affaires traditionnel vers le modèle d'affaires géré en réseau.
- La hausse des frais liés au statut de société ouverte.

Produits nets

Le compte consolidé résumé non audité de résultat et de résultat global présente un rapprochement détaillé des éléments du bénéfice net ou de la perte nette et des produits nets. Le tableau suivant présente les éléments de rapprochement du bénéfice net ou de la perte nette et des produits nets pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

	Trimestres clos les 31 décembre	
	2017	2016
Perte nette	(5 389) \$	(2 285) \$
Charges d'exploitation	20 378	20 522
(Économies) coûts lié(e)s aux acquisitions et au PAPE	(7)	421
Charges liées à l'intégration	50	–
Amortissement	5 316	5 198
Charges d'intérêts	156	254
Produits d'intérêts	(106)	–
Profit de change, montant net	(642)	(3 741)
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur des bons de souscription	(767)	4 505
Profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence	(499)	–
Bénéfice net des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	(105)
Charge d'impôts	3 995	1 248
Produits nets	22 485 \$	26 017 \$

La direction calcule habituellement les produits nets de la façon suivante :

	Trimestres clos les 31 décembre	
	2017	2016
Produits	73 870 \$	78 894 \$
Moins : coûts de transaction	51 385	52 877
Produits nets	22 485 \$	26 017 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Les « produits nets » mentionnés dans le présent rapport de gestion correspondent au BAIIA ajusté (tel qu'il est défini ci-dessus) majoré des charges d'exploitation et réduit de la rémunération fondée sur des actions. Les produits nets sont une mesure additionnelle de notre rentabilité opérationnelle; par conséquent, ils excluent certains éléments décrits ci-dessus. Les produits nets se composent des produits moins les coûts de transaction, lesquels comprennent les charges directement attribuables à une transaction génératrice de produits donnée, notamment : les coûts d'évaluation, divers frais de traitement, y compris les frais de carte de crédit, les frais de connectivité, les coûts d'inspection aux fins d'assurance, les coûts liés aux agents de services de titres et de clôture et les coûts liés aux services externes de résumés analytiques et d'examen de la qualité. Les produits nets sont une mesure financière et opérationnelle qui nous est utile, ainsi qu'au conseil d'administration, pour évaluer notre performance opérationnelle ainsi que notre valeur par rapport à nos pairs.

Principales variations des produits nets

La diminution des produits nets pour le trimestre clos le 31 décembre 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est attribuable aux facteurs suivants :

- Un repli important du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels, plus précisément en ce qui a trait aux activités de prêts hypothécaires aux fins de refinancement.
- Des produits attribuables aux services d'évaluation et services connexes à plus faibles marges, par rapport aux services de titres et de clôture à marges plus élevées.
- Des produits tirés des services à plus faibles marges au sein de notre gamme de services de titres et de clôture.
- La migration de certains services de titres et de clôture du modèle d'affaires traditionnel vers le modèle d'affaires géré en réseau, partiellement contrebalancée par la diminution des coûts de transaction soutenant la croissance interne des produits tirés des services d'évaluation et des services connexes.

Bénéfice net ou perte nette ajusté

L'expression « bénéfice net ou perte nette ajusté » utilisée dans le présent rapport de gestion renvoie au bénéfice net ou à la perte nette avant la charge de rémunération fondée sur des actions, les économies ou les coûts liés aux acquisitions et au PAPE, les charges liées à l'intégration, l'amortissement des immobilisations incorporelles, la dépréciation d'actifs, les profits ou pertes de change nets, les profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription et les profits ou pertes à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence, après déduction de l'incidence fiscale connexe et de l'incidence de la variation du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi découlant de la réforme fiscale aux États-Unis. La réforme fiscale aux États-Unis a donné lieu à une importante réduction de la valeur comptable de nos actifs d'impôt différé, qui étaient comptabilisés auparavant à un taux d'imposition des sociétés plus élevé aux États-Unis; il en a résulté l'inscription d'une charge d'impôt différé non récurrente dans notre compte consolidé résumé de résultat et de résultat global. La notion de « bénéfice net ou perte nette ajusté » que nous utilisons n'a pas de définition normalisée en vertu des IFRS et il est peu probable qu'elle soit comparable à des mesures similaires utilisées par d'autres entités. Le bénéfice net ou la perte nette ajusté est une mesure de notre rentabilité opérationnelle et, par définition, exclut certains éléments décrits ci-dessus. Nous considérons ces éléments comme des éléments sans effet sur la trésorerie (dans le cas de la charge de rémunération fondée sur des actions, de l'amortissement des immobilisations incorporelles, de la dépréciation d'actifs, des profits ou pertes de change nets latents, des profits ou pertes liés à la juste valeur des bons de souscription et des profits ou des pertes à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence) ou hors exploitation (dans le cas des économies ou des coûts liés aux acquisitions et au PAPE, des charges liées à l'intégration, des profits et pertes de change nets réalisés et de l'incidence de la variation du taux d'imposition des sociétés prévu par la loi découlant de la réforme fiscale aux États-Unis). Le bénéfice net ou la perte nette ajusté est une mesure financière et opérationnelle qui nous est utile, ainsi qu'au conseil d'administration, car elle correspond au bénéfice net d'exploitation, lequel exclut la trésorerie, le capital, les coûts liés aux acquisitions et les coûts connexes, et les coûts hors exploitation.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Le tableau suivant présente les éléments de rapprochement du bénéfice net ou de la perte nette et du bénéfice net ou de la perte nette ajusté pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

	Trimestres clos les 31 décembre	
	2017	2016
Perte nette	(5 389) \$	(2 285) \$
Charge de rémunération fondée sur des actions	284	–
(Économies) coûts lié(e)s aux acquisitions et au PAPE	(7)	421
Charges liées à l'intégration	50	–
Amortissement des immobilisations incorporelles	4 890	4 814
Profit de change, montant net	(642)	(3 741)
(Profit) perte lié(e) à la juste valeur des bons de souscription	(767)	4 505
Profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence	(499)	–
Incidence fiscale connexe	(1 371)	(1 818)
Incidence de la variation du taux d'imposition prévu par la loi (réforme fiscale aux États-Unis)	4 707	–
Bénéfice net ajusté	1 256 \$	1 896 \$

Le BAIIA ajusté, les produits nets et le bénéfice net ou la perte nette ajusté ne devraient pas être pris en compte, de façon indépendante, à titre d'indicateurs de la performance financière, ou en remplacement du bénéfice net ou d'autres données présentées dans nos états financiers.

Performance financière

Les paragraphes qui suivent présentent une analyse de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation consolidés pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016.

Taux de change

Nous avons choisi de présenter nos résultats financiers en dollars américains pour améliorer leur comparabilité avec ceux de nos pairs. Le fait de présenter nos résultats financiers en dollars américains réduit également l'incidence des fluctuations du change sur les montants présentés puisque nos actifs et nos activités sont plus importants aux États-Unis qu'au Canada. Cependant, nous demeurons une entité ayant son siège social au Canada et notre monnaie fonctionnelle est le dollar canadien. Par conséquent, notre situation financière et nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et nos capitaux propres sont initialement convertis et consolidés en dollars canadiens. Les écarts de change qui en découlent sont inclus dans les autres éléments du résultat global. Notre état consolidé de la situation financière (le « bilan ») en dollars canadiens est également converti en dollars américains au taux de change en vigueur à la date du bilan, alors que nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie consolidés en dollars canadiens sont convertis en dollars américains au taux de change moyen en vigueur pendant la période de présentation. Le fait de convertir la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de nos établissements américains en dollars canadiens, notre monnaie fonctionnelle, et de reconvertir ces montants en dollars américains, notre monnaie de présentation, n'a pas d'incidence de change sur nos états financiers. Par conséquent, nos résultats libellés en dollars américains conservent leur valeur originale lorsqu'ils sont exprimés dans notre monnaie de présentation. Les écarts de change sont inclus dans le calcul du bénéfice net ou de la perte nette uniquement lorsque nous enregistrons une réduction de la valeur des participations que nous détenons dans des établissements à l'extérieur du Canada.

Notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés résumés non audités ont été convertis en dollars américains en appliquant les taux de change indiqués dans le tableau qui suit. Les taux de change correspondent au montant en dollars américains nécessaire pour acheter un dollar canadien.

	T1 2018			T1 2017		
	Bilan consolidé résumé	Compte consolidé résumé de résultat et de résultat global		Bilan consolidé résumé	Compte consolidé résumé de résultat et de résultat global	
	Taux courant	Taux moyen	Moyenne cumulée	Taux courant	Taux moyen	Moyenne cumulée
31 décembre	0,7971 \$	0,7865 \$	0,7865 \$	0,7448 \$	0,7496 \$	0,7496 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Incidence du change sur les résultats consolidés

Le tableau qui suit a été préparé pour permettre aux lecteurs d'évaluer l'incidence du change sur certains résultats pour le trimestre clos le 31 décembre 2017.

	31 décembre 2016	31 décembre 2017	31 décembre 2017	31 décembre 2017	Trimestres clos le 31 décembre 2017
	(données présentées)	(variations internes, liées aux acquisitions et hors exploitation)	(taux de change constant pour la période comparative)	(incidence du change)	(données présentées)
Compte consolidé de résultat					
Produits	78 894 \$	(5 373) \$	73 521 \$	349 \$	73 870 \$
Coûts de transaction	52 877	(1 778)	51 099	286	51 385
Charges d'exploitation	20 522	(359)	20 163	215	20 378
(Économies) coûts lié(s) aux acquisitions					
et au PAPE	421	(428)	(7)	–	(7)
Charges liées à l'intégration	–	50	50	–	50
Amortissement	5 198	113	5 311	5	5 316
Charges d'intérêts	254	(99)	155	1	156
Produits d'intérêts	–	(101)	(101)	(5)	(106)
Profit de change, montant net	(3 741)	3 120	(621)	(21)	(642)
Perte (profit) lié(e) à la juste valeur des bons de souscription	4 505	(5 236)	(731)	(36)	(767)
Profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence	–	(499)	(499)	–	(499)
Bénéfice net des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(105)	105	–	–	–
Perte avant la charge d'impôt	(1 037)	(261)	(1 298)	(96)	(1 394)
Charge d'impôt sur le résultat, montant net	1 248	2 718	3 966	29	3 995
Perte nette	(2 285) \$	(2 979) \$	(5 264) \$	(125) \$	(5 389) \$
Produits nets^{A)}	26 017 \$	(3 595) \$	22 422 \$	63 \$	22 485 \$
BAIIA ajusté^{A)}	5 495 \$	(2 965) \$	2 530 \$	(139) \$	2 391 \$
Bénéfice net ajusté^{A)}	1 896 \$	(491) \$	1 405 \$	(149) \$	1 256 \$

Note : A) – Se reporter à la rubrique « Mesures non définies par les PCGR » dans le présent rapport de gestion.

Revue des activités – Pour le trimestre clos le 31 décembre 2017

Nous exerçons nos activités aux États-Unis et au Canada. Se reporter aux tableaux ci-dessus pour obtenir d'autres renseignements sur l'incidence du change sur nos résultats d'exploitation comparatifs pour le trimestre clos le 31 décembre 2017.

Produits

	2017	2016	Variation
Total	73 870 \$	78 894 \$	(5 024) \$
États-Unis	66 426 \$	71 752 \$	(5 326) \$
Canada	7 444 \$	7 142 \$	302 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Produits par région et par type de service

	Trimestre clos le 31 décembre 2017				Trimestre clos le 31 décembre 2016			
	États-Unis	Pourcentage des produits	Canada – en milliers de dollars canadiens	Pourcentage des produits	États-Unis	Pourcentage des produits	Canada – en milliers de dollars canadiens	Pourcentage des produits
Évaluation et services connexes	49 935 \$	75,2 %	8 230 \$	87,0 %	49 706 \$	69,3 %	8 259 \$	86,7 %
Services de titres et de clôture	16 155	24,3 %	–	– %	21 679	30,2 %	–	– %
Autres	336	0,5 %	1 235	13,0 %	367	0,5 %	1 268	13,3 %
Produits	66 426 \$	100,0 %	9 465 \$	100,0 %	71 752 \$	100,0 %	9 527 \$	100,0 %

Composantes de la croissance ou de la diminution des produits

	Trimestre clos le 31 décembre 2017		
	États-Unis	Canada	Données consolidées
Interne, incluant l'incidence du marché	(8,9) %	(0,7) %	(8,2) %
Acquisition	1,5 %	– %	1,4 %
Incidence du change	– %	4,9 %	0,4 %
Total (de la diminution) de la croissance des produits	(7,4) %	4,2 %	(6,4) %

Trimestre

Les produits consolidés se sont établis à 73,9 M\$, en recul de 6,4 % en raison de la baisse de 5,5 M\$ des produits tirés des services de titres et de clôture au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. Selon nos estimations, nos activités liées au montage de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis ont enregistré une baisse de 28 % entre le premier trimestre de l'exercice 2017 et celui de l'exercice 2018; ces estimations comprennent une augmentation estimative de 1 % des activités liées aux acquisitions de prêts hypothécaires résidentiels et un recul de 50 % des activités de refinancement. L'accroissement des produits découlant de nos services d'évaluation aux États-Unis et de notre secteur Canada a en partie compensé la baisse des produits tirés des services de titres et de clôture.

Au premier trimestre de l'exercice 2018, nous avons comptabilisé des produits de 1,1 M\$ au titre de nos services de titres et de clôture, par suite de la consolidation de coentreprises qui étaient précédemment comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

En tenant compte du recul du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels, estimé à 28 %, les produits ont enregistré une baisse interne de 8,2 % au premier trimestre de l'exercice 2018. L'augmentation des volumes de transactions découlant de la part de marché additionnelle obtenue auprès des clients existants et l'augmentation des volumes de transactions provenant de nouveaux clients, dans notre secteur États-Unis comme dans notre secteur Canada, pour toutes nos gammes de services, ont en partie contrebalancé le recul estimé du marché.

États-Unis

Les produits de notre secteur États-Unis ont diminué de 7,4 % pour s'établir à 66,4 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018. Comme il est indiqué dans l'analyse des résultats consolidés ci-dessus, la principale cause de ce recul est la diminution de 5,5 M\$ des produits tirés des services de titres et de clôture pour le trimestre, qui découle de la baisse des volumes du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels, dont nous estimons la baisse à 50 % pour les activités de refinancement. Cette baisse des volumes de refinancements traduit l'écart entre les taux d'intérêt des deux périodes : les taux d'intérêt du premier trimestre de l'exercice 2017 étaient historiquement bas en raison de divers facteurs économiques et politiques, ce qui a stimulé une hausse des activités de refinancement pour cette période. Les produits tirés de nos services de titres et de clôture pour le premier trimestre de l'exercice 2018 comprenaient également des produits à plus faibles marges en raison de la composition des produits tirés des services; par ailleurs, nous avons comptabilisé dans les produits un apport de 1,1 M\$ lié à la consolidation de coentreprises qui étaient précédemment

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Nos services d'évaluation ont connu une légère croissance interne, de 0,5 %, malgré le recul du marché que nous estimons à 27 % comparativement au premier trimestre de l'exercice 2017. Nous avons poursuivi la croissance des volumes de services d'évaluation découlant des gains de parts de marché auprès de clients existants et de l'ajout de nouveaux clients.

Canada

Les produits au Canada ont augmenté de 4,2 % pour s'établir à 7,4 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018. Le raffermissement du dollar canadien a contribué à hauteur de 4,9 % à la croissance des produits au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport à l'exercice 2017. Le nombre de nos évaluations a progressé en raison de l'augmentation de notre part de marché auprès de certains clients canadiens, mais cette hausse a été contrebalancée par une baisse des activités commerciales au Canada d'une période à l'autre.

Se reporter à la rubrique « Stratégie et perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de renseignements sur les tendances économiques influant sur les produits, notre stratégie et nos activités.

Coûts de transaction

Les coûts de transaction comprennent les charges directement attribuables à une transaction génératrice de produits donnée, notamment les coûts d'évaluation, divers frais de traitement, y compris les frais de carte de crédit, les frais de connectivité, les coûts d'inspection aux fins d'assurance, les coûts liés aux agents de services de titres et de clôture et les coûts liés aux services externes de résumés analytiques et d'examen de la qualité.

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	51 385 \$	52 877 \$	(1 492) \$
États-Unis	45 281 \$	46 989 \$	(1 708) \$
Canada	6 104 \$	5 888 \$	216 \$

Trimestre

Les coûts de transaction consolidés ont diminué de 2,8 % pour s'établir à 51,4 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2018 en raison des volumes d'activités commerciales liées au montage de prêts hypothécaires résidentiels estimés moins élevés. Nous avons constaté une diminution des coûts de transaction engagés pour soutenir la croissance interne des produits tirés des services d'évaluation et des services connexes au premier trimestre de l'exercice 2018 et une diminution des coûts de transaction engagés pour soutenir les produits tirés des services de titres et de clôture, en raison de la baisse des volumes d'activités commerciales. Les coûts de transaction de notre secteur Canada ont légèrement augmenté, en raison du taux de change. Les acquisitions ont aussi contribué à l'augmentation des coûts de transaction en raison de la consolidation d'entités émettrices précédemment comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

La composition des produits a influé sur la relation entre les coûts de transaction et les produits au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. Les marges de produits nets^{A)} ont diminué au premier trimestre de l'exercice 2018, passant de 33,0 % au premier trimestre de l'exercice 2017 à 30,4 %, en raison de la baisse des produits tirés des services de titres et de clôture à marges plus élevées, qui a été en partie contrebalancée par une diminution des coûts de transaction pour soutenir les volumes accrus des services d'évaluation et des services connexes. Plus particulièrement, les produits tirés des services d'évaluation aux États-Unis, à plus faibles marges, ont enregistré une légère hausse de 0,2 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, tandis que les produits tirés des services de titres et de clôture à marges plus élevées ont diminué de 5,5 M\$. Les coûts de transaction ont également augmenté en raison de la migration de certains services de titres et de clôture d'un modèle d'affaires traditionnel vers un modèle d'affaires géré en réseau, jumelée à la diminution des produits tirés des services à marges plus élevées fournis par nos services de titres et de clôture.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

États-Unis

Les coûts de transaction de notre secteur États-Unis ont reculé de 1,7 M\$ pour le premier trimestre de l'exercice 2018, en raison de la baisse estimée des activités commerciales liées au montage de prêts hypothécaires résidentiels. De plus, la migration de certains services de titres et de clôture vers un modèle d'affaires géré en réseau a en partie contrebalancé cette diminution, tandis qu'une amélioration de notre prestation de services d'évaluation et de services connexes a permis de réduire les coûts de transaction par rapport aux produits au premier trimestre de l'exercice 2018.

Les marges de produits nets^{A)} ont diminué ce trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017 en raison du fait que nos produits consolidés incluaient une plus grande proportion de produits tirés des services d'évaluation à plus faibles marges, des travaux à plus faibles marges achevés au sein de nos services de titres et de clôture, et de la migration de certains services de titres et de clôture vers un modèle géré en réseau. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse des marges de produits nets^{A)} découlant du fait que nous avons tiré parti de notre plateforme pour la prestation de services d'évaluation et de services connexes au cours du premier trimestre considéré. À mesure que nous continuons d'accroître notre part de marché auprès des clients, nous prévoyons continuer à tirer parti de notre plateforme en vue de faire diminuer les coûts de transaction en pourcentage des produits à long terme.

Canada

Les coûts de transaction au Canada ont légèrement augmenté au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent en raison de la croissance interne et du taux de change, déduction faite de la baisse des activités sur le marché.

Charges d'exploitation

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	20 378 \$	20 522 \$	(144) \$
États-Unis	15 794 \$	17 150 \$	(1 356) \$
Canada	709 \$	705 \$	4 \$
Siège social	3 875 \$	2 667 \$	1 208 \$

Trimestre

Les charges d'exploitation consolidées ont diminué de 0,1 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. Cette baisse, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, s'explique essentiellement par une réduction des charges d'exploitation dans notre secteur États-Unis, attribuable à la diminution des charges salariales et des coûts connexes, des provisions liées à certains débiteurs et des charges informatiques, pour un total de 1,2 M\$. Les charges d'exploitation dans notre secteur Siège social ont augmenté de 1,2 M\$, en raison d'une hausse des charges salariales et des coûts connexes, de la charge de rémunération fondée sur des actions, de l'incidence du change et de la hausse des honoraires pour services de comptabilité et services juridiques, qui se sont chiffrés au total à 1,1 M\$.

États-Unis

La baisse des charges d'exploitation pour le secteur États-Unis est attribuable à la diminution de 0,9 M\$ des charges salariales et des coûts connexes, à la diminution de 0,2 M\$ des provisions liées à certains débiteurs et à la diminution de 0,1 M\$ des charges informatiques. La diminution des charges salariales et des coûts connexes, ainsi que des charges informatiques, s'explique par la baisse des volumes de services de titres et de clôture et par la poursuite de la migration de cette gamme de services vers le modèle d'affaires géré en réseau. La baisse du montant des provisions à l'égard de certains débiteurs est liée aux recouvrements plus importants pour le trimestre. Nous prévoyons, pour l'avenir, tirer parti de notre plateforme pour abaisser les charges d'exploitation en pourcentage des produits nets^{A)}.

Canada

L'augmentation des coûts d'exploitation était négligeable.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Siège social

Les charges d'exploitation dans notre secteur Siège social ont augmenté de 1,2 M\$ au premier trimestre de 2018, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison d'une hausse de 0,4 M\$ des charges salariales et des coûts connexes, de la charge de rémunération fondée sur des actions de 0,3 M\$, de l'incidence du change de 0,2 M\$ et de la hausse de 0,2 M\$ des honoraires pour services de comptabilité et services de fiscalité. La hausse des charges du siège social s'explique pour l'essentiel par une augmentation des frais liés au statut de société ouverte et par l'accroissement de l'effectif nécessaire au soutien de l'investissement dans notre plateforme.

(Économies) coûts lié(e)s aux acquisitions et au PAPE

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	(7) \$	421 \$	(428) \$
États-Unis	(7) \$	222 \$	(229) \$
Canada	– \$	– \$	– \$
Siège social	– \$	199 \$	(199) \$

Trimestre

Nous avons engagé des coûts liés aux acquisitions et au PAPE de 0,4 M\$ à l'égard de services de tiers pour le premier trimestre de l'exercice 2017. Les coûts liés au PAPE reflètent les honoraires et les frais de consultation pour la période précédente.

Charges liées à l'intégration

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	50 \$	– \$	50 \$
États-Unis	50 \$	– \$	50 \$
Canada	– \$	– \$	– \$
Siège social	– \$	– \$	– \$

Trimestre

Les charges liées à l'intégration correspondent aux indemnités de départ versées aux employés dans le cadre de la rationalisation de certaines activités et de leur intégration à notre modèle d'affaires et à notre stratégie de gestion en réseau.

Amortissement

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	5 316 \$	5 198 \$	118 \$
États-Unis	5 208 \$	4 979 \$	229 \$
Canada	– \$	– \$	– \$
Siège social	108 \$	219 \$	(111) \$

Trimestre

L'amortissement s'est accru de 0,1 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, la dotation à l'amortissement ayant augmenté dans notre secteur États-Unis en raison d'une hausse de la dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles. La dotation à l'amortissement en ce qui concerne notre secteur Siège social a diminué du fait que les investissements dans notre plateforme ont été entièrement amortis.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Charges d'intérêts

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	156 \$	254 \$	(98) \$

Trimestre

Les charges d'intérêts ont diminué de 0,1 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018 en raison du remboursement intégral des montants prélevés sur nos facilités d'emprunt à long terme qui provient d'une partie du produit tiré de notre PAPE en mai 2017.

Produits d'intérêts

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	(106) \$	– \$	(106) \$

Trimestre

L'augmentation de 0,1 M\$ des produits d'intérêts au premier trimestre de l'exercice 2018 est attribuable aux rendements tirés du placement de la portion inutilisée du produit reçu dans le cadre de notre PAPE.

Profit de change, montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	(642) \$	(3 741) \$	3 099 \$

Trimestre

Les profits de change représentent principalement des profits sans effet sur la trésorerie sur des accords de financement à long terme entre une entité canadienne et une entité américaine dans le groupe consolidé de sociétés.

(Profit) perte lié(e) à la juste valeur des bons de souscription

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	(767) \$	4 505 \$	(5 272) \$

Trimestre

Nous avons comptabilisé un profit au premier trimestre de l'exercice 2018 en raison d'une baisse du cours de notre action depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2017. Nous avons aussi comptabilisé des profits sur certains bons de souscription exercés pendant le trimestre considéré à la suite de leur exercice à un prix inférieur à la juste valeur attribuable à chaque bon de souscription le 30 septembre 2017.

Profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	(499) \$	– \$	(499) \$

Trimestre

Nous avons modifié une entente d'exploitation conclue avec l'un de nos coentrepreneurs au premier trimestre de l'exercice 2018, ce qui nous a permis d'obtenir le contrôle de la coentreprise. En lien avec cette modification, nous avons

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

réévalué notre placement initial dans cette entité émettrice à la date du changement de contrôle et comptabilisé un profit sans effet sur la trésorerie de 0,5 M\$ à la réévaluation.

Bénéfice net des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	– \$	(105) \$	105 \$

Le bénéfice net ou la perte nette des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence représente notre quote-part du bénéfice postérieur à l'acquisition de l'entité émettrice, et il est calculé selon la méthode de la consolidation.

Trimestre

Depuis le présent trimestre, toutes nos coentreprises sont des filiales contrôlées, ce qui nous oblige à cesser d'utiliser la méthode de la mise en équivalence. De ce fait, nous n'avons pas comptabilisé de produits tirés d'entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence pour le trimestre considéré.

Charge d'impôt sur le résultat, montant net

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Total	3 995 \$	1 248 \$	2 747 \$

Trimestre

Pour le premier trimestre de l'exercice 2018, nous avons enregistré une perte avant charge d'impôt sur le résultat de 1,4 M\$. L'impôt calculé au taux d'imposition prévu par la loi s'est traduit par une économie d'impôt de 0,4 M\$. Les économies d'impôt attribuables au résultat d'un établissement à l'étranger assujetti à l'impôt à un taux d'imposition prévu par la loi différent ont fourni un montant additionnel de 0,2 M\$. La variation du taux d'imposition prévu par la loi aux États-Unis dans le cadre de la réforme fiscale adoptée en décembre 2017 s'est traduite par une charge d'impôt de 4,7 M\$. Les pertes et les profits non déductibles et non imposables ont été en partie contrebalancés par des économies d'impôt de 0,4 M\$ et se rapportent aux profits comptables sur la juste valeur des passifs liés aux bons de souscription, à la perte de change nette sur les accords de financement à long terme entre une entité canadienne et une entité américaine et à la rémunération fondée sur des actions qui ne sont pas déductibles ou inclus aux fins de l'impôt. Les charges publiques et les autres charges ou économies d'impôt ont été négligeables.

Dividendes

La politique actuelle de la Société est de ne pas payer de dividendes.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Sommaire des résultats trimestriels

2018	T1	Total
Produits		
États-Unis	66 426 \$	66 426 \$
Canada	7 444	7 444
Total des produits	73 870 \$	73 870 \$
Perte nette	(5 389) \$	(5 389) \$
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(5 540) \$	(5 540) \$
Perte nette par action moyenne pondérée, de base	(0,06) \$	(0,06) \$
Perte nette par action moyenne pondérée, diluée	(0,06) \$	(0,06) \$

2017	T4	T3	T2	T1	Total
Produits					
États-Unis	74 233 \$	67 664 \$	57 593 \$	71 752 \$	271 242 \$
Canada	8 659	9 008	6 925	7 142	31 734
Total des produits	82 892 \$	76 672 \$	64 518 \$	78 894 \$	302 976 \$
Perte nette	(3 822) \$	(8 754) \$	(8 908) \$	(2 285) \$	(23 769) \$
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	(3 886) \$	(8 813) \$	(8 980) \$	(2 335) \$	(24 014) \$
Perte nette par action moyenne pondérée, de base	(0,04) \$	(0,11) \$	(0,12) \$	(0,03) \$	(0,30) \$
Perte nette par action moyenne pondérée, diluée	(0,04) \$	(0,11) \$	(0,12) \$	(0,03) \$	(0,30) \$

2016	T4	T3	T2	T1	Total
Produits					
États-Unis	72 231 \$	67 185 \$	40 332 \$	38 519 \$	218 267 \$
Canada	8 752	9 470	6 086	5 972	30 280
Total des produits	80 983 \$	76 655 \$	46 418 \$	44 491 \$	248 547 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 634 \$	(1 058) \$	(6 430) \$	(225) \$	(6 079) \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 487 \$	(1 113) \$	(6 430) \$	(225) \$	(6 281) \$
Bénéfice net (perte nette) par action moyenne pondérée, de base	0,02 \$	(0,01) \$	(0,10) \$	(0,00) \$	(0,09) \$
Bénéfice net (perte nette) par action moyenne pondérée, diluée(e)	0,02 \$	(0,01) \$	(0,10) \$	(0,00) \$	(0,09) \$

Produits

Secteur États-Unis

	T4	T3	T2	T1	Total de la période depuis le début de l'exercice	Total
2018				66 426 \$	66 426 \$	66 426 \$
2017	74 233 \$	67 664 \$	57 593 \$	71 752 \$	71 752 \$	271 242 \$
2016	72 231 \$	67 185 \$	40 332 \$	38 519 \$	38 519 \$	218 267 \$
Variation (2018 par rapport à 2017)				(5 326) \$	(5 326) \$	
Variation (2017 par rapport à 2016)	2 002 \$	479 \$	17 261 \$	33 233 \$	33 233 \$	52 975 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Variation en 2018 par rapport à 2017

Les produits du secteur États-Unis ont diminué au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. La baisse des produits du secteur États-Unis pour le trimestre s'explique principalement par la diminution des produits tirés des services de titres et de clôture. Cette baisse est attribuable à la diminution des volumes du marché du montage de prêts hypothécaires résidentiels, et plus particulièrement à la baisse des activités de refinancement. Cette baisse des volumes de refinancements traduit l'écart entre les taux d'intérêt des deux périodes : les taux d'intérêt du premier trimestre de l'exercice 2017 étaient historiquement bas en raison de divers facteurs économiques et politiques, ce qui a stimulé une hausse des activités de refinancement pour cette période. Les produits tirés de nos services de titres et de clôture pour le premier trimestre de l'exercice 2018 comprenaient également des produits à plus faibles marges en raison de la composition des produits tirés des services; par ailleurs, nous avons comptabilisé dans les produits un apport lié à la consolidation de coentreprises qui étaient précédemment comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Nos services d'évaluation ont connu une légère croissance interne, de 0,5 %, malgré le recul estimé du marché par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. Nous avons poursuivi la croissance des volumes de services d'évaluation découlant de gains de parts de marché auprès de clients existants et de l'ajout de nouveaux clients.

Variation en 2017 par rapport à 2016

Les produits du secteur États-Unis ont augmenté au premier trimestre de l'exercice 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2016. Les acquisitions ont représenté la plus grande part de l'augmentation des produits. Compte non tenu des acquisitions, le reste de l'augmentation des produits tient à l'accroissement des volumes d'évaluation et des gains de parts de marché auprès de clients existants. Les produits tirés de l'acquisition de Linear ont dépassé les attentes en raison de la hausse des volumes de refinancements hypothécaires au cours du premier trimestre de l'exercice 2017.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2017, les produits du secteur États-Unis ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2016. Les acquisitions représentaient une partie importante de cette augmentation. Compte non tenu des acquisitions, les produits ont augmenté en raison de l'accroissement des volumes d'évaluation auprès de nouveaux clients et de gains de parts de marché auprès de clients existants. Nos résultats du deuxième trimestre ont subi l'incidence d'une baisse des volumes de refinancements des prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis qui, selon les estimations de la MBA, ont diminué de 10 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2016.

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les produits du secteur États-Unis ont augmenté. En dépit du repli du marché prévu par la MBA, les produits des services d'évaluation ont enregistré une croissance interne qui tient à la croissance des volumes d'évaluation de nouveaux clients et aux gains de parts de marché auprès de clients existants des services d'évaluation. Nos produits tirés des services de titres et de clôture ont enregistré une croissance interne et comprennent des produits à plus faibles marges en raison de la composition des produits tirés des services, en tenant compte de l'ajustement relatif aux prévisions de la MBA relativement à un recul du marché. Les acquisitions ont également contribué à la croissance des produits au troisième trimestre. Aux États-Unis, les prêts hypothécaires résidentiels ont reculé d'environ 9 %, ce qui cadre avec les prévisions de la MBA.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2017, les produits du secteur États-Unis ont augmenté. En dépit du recul du marché prévu par la MBA, nos volumes d'évaluation auprès de nouveaux clients et nos gains de parts de marché auprès de clients existants ont augmenté. En tenant compte de l'ajustement relatif aux prévisions de la MBA à l'égard d'un recul du marché, nos produits tirés des services de titres et de clôture ont enregistré une croissance interne, mais comprennent des produits à plus faibles marges en raison de la composition des produits tirés des services. Globalement, les produits tirés des services de titres et de clôture ont diminué au quatrième trimestre de 2017 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2016, en raison d'une baisse des volumes de refinancements découlant de l'augmentation des taux d'intérêt au cours de la période considérée. Les produits tirés des acquisitions ont fait augmenter les produits tirés des services de titres et de clôture, en raison de la modification d'une entente de coentreprise, selon laquelle nous avons été tenus de consolider l'entité.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Secteur Canada – en milliers de dollars canadiens (\$ CA)

	T4	T3	T2	T1	Total de la période depuis le début de l'exercice	Total
2018				9 465 \$	9 465 \$	9 465 \$
2017	10 905 \$	12 091 \$	9 161 \$	9 527 \$	9 527 \$	41 684 \$
2016	11 455 \$	12 355 \$	8 367 \$	7 973 \$	7 973 \$	40 150 \$
Variation (2018 par rapport à 2017)				(62) \$	(62) \$	
Variation (2017 par rapport à 2016)	(550) \$	(264) \$	794 \$	1 554 \$	1 554 \$	1 534 \$

Variation en 2018 par rapport à 2017

Les produits au Canada ont légèrement diminué au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre de nos évaluations a progressé en raison de l'augmentation de notre part de marché auprès de certains clients canadiens; cette hausse a cependant été contrebalancée par une baisse des activités commerciales au Canada d'une période à l'autre.

Variation en 2017 par rapport à 2016

Au Canada, les produits ont augmenté au premier trimestre de l'exercice 2017, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2016, à la suite d'une hausse des volumes d'évaluation en raison de l'augmentation de sa part de marché.

Au deuxième trimestre de l'exercice 2017, les produits du secteur Canada ont augmenté par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2016. Nous avons géré une hausse des volumes d'évaluation au deuxième trimestre de l'exercice 2017 en raison de l'augmentation des parts de marché auprès de clients existants.

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, les produits du secteur Canada ont diminué en raison de la légère baisse des volumes d'évaluation attribuable au ralentissement correspondant de l'activité sur le marché.

Au Canada, les produits ont légèrement diminué au quatrième trimestre de l'exercice 2017. Nous avons géré un nombre un peu moindre d'évaluations au quatrième trimestre de l'exercice 2017 en raison d'un ralentissement des activités sur le marché canadien.

(Perte nette) bénéfice net

	T4	T3	T2	T1	Total de la période depuis le début de l'exercice	Total
2018				(5 389) \$	(5 389) \$	(5 389) \$
2017	(3 822) \$	(8 754) \$	(8 908) \$	(2 285) \$	(2 285) \$	(23 769) \$
2016	1 634 \$	(1 058) \$	(6 430) \$	(225) \$	(225) \$	(6 079) \$
Variation (2018 par rapport à 2017)				(3 104) \$	(3 104) \$	
Variation (2017 par rapport à 2016)	(5 456) \$	(7 696) \$	(2 478) \$	(2 060) \$	(2 060) \$	(17 690) \$

La perte nette ou le bénéfice net suivent généralement la hausse et la baisse des produits en raison de la nature saisonnière de nos activités. La perte nette ou le bénéfice net subissent également l'incidence des variations de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, des recouvrements et des coûts liés aux acquisitions et au PAPE, des charges liées à l'intégration, de l'amortissement, de la dépréciation d'actifs, des charges d'intérêts, des produits d'intérêts, des profits nets ou des pertes nettes de change, des profits ou des pertes liés à la juste valeur des bons de souscription et des profits ou des pertes à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence, qui ne sont pas liés à la nature saisonnière de nos activités et varient en fonction d'autres variables hors exploitation. La charge ou l'économie d'impôt et le bénéfice net ou la perte nette des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence ont également une incidence sur la perte nette ou le bénéfice net.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Variation en 2018 par rapport à 2017

La perte nette au premier trimestre de l'exercice 2018 a été plus élevée que la perte nette comptabilisée au premier trimestre de l'exercice 2017. La réforme fiscale aux États-Unis a eu pour effet de réduire notre taux d'imposition des sociétés prévu par la loi, ce qui a largement contribué à creuser la perte nette au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. La réforme fiscale aux États-Unis a donné lieu à une importante réduction de la valeur comptable de nos actifs d'impôt différé, qui étaient comptabilisés auparavant à un taux d'imposition des sociétés plus élevé aux États-Unis; il en a résulté l'inscription d'une charge d'impôt différé non récurrente dans notre compte consolidé résumé de résultat et de résultat global. La baisse du BAIIA ajusté^{A)}, attribuable à la diminution des volumes de montage de prêts hypothécaires résidentiels, notamment pour les activités de prêts hypothécaires résidentiels aux fins de refinancement, ainsi que la baisse des profits de change nets attribuable à une variation moindre du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien d'une période à l'autre, ont elles aussi contribué à creuser la perte nette au trimestre considéré par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces facteurs expliquant l'augmentation de la perte nette pour le trimestre considéré ont été en partie contrebalancés par l'accroissement des profits liés à la juste valeur des bons de souscription et par un profit à la réévaluation d'une participation auparavant mise en équivalence. L'augmentation des profits liés à la juste valeur des bons de souscription s'explique par le recul du cours de notre action depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2017; par ailleurs, nous avons comptabilisé des profits sur certains bons de souscription exercés au cours du trimestre considéré à la suite de leur exercice à un prix inférieur à la juste valeur attribuée à chaque bon de souscription à la fin de l'exercice 2017. Le profit à la réévaluation comptabilisé au cours du trimestre considéré était attribuable à la modification d'une entente d'exploitation conclue avec l'un de nos coentrepreneurs, qui nous a permis d'obtenir le contrôle de la coentreprise. En lien avec cette modification, nous avons réévalué notre placement initial dans cette entité émettrice à la date du changement de contrôle et comptabilisé un profit à la réévaluation sans effet sur la trésorerie.

Variation en 2017 par rapport à 2016

La perte nette au premier trimestre de l'exercice 2017 a été plus élevée que la perte nette au premier trimestre de l'exercice 2016. Cette baisse est attribuable à la hausse de la perte liée à la juste valeur des bons de souscription résultant de l'augmentation de la juste valeur de nos actions ordinaires utilisée pour établir la valeur des passifs liés aux bons de souscription, ainsi qu'à la hausse de la dotation à l'amortissement résultant des acquisitions réalisées en 2016, lesquelles ont donné lieu à une hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2017. L'augmentation de ces charges a été partiellement compensée par la hausse du BAIIA ajusté^{A)} de la période considérée se rapportant à la croissance interne et à la croissance liée aux acquisitions, ainsi que par un profit de change considérable résultant de la réévaluation des accords de financement à long terme entre une entité canadienne et une entité américaine au sein du groupe consolidé de sociétés. La hausse du BAIIA ajusté^{A)} a également entraîné l'augmentation de la charge d'impôt comptabilisée pour la période qui, prise en compte de façon indépendante, a eu une incidence négative sur notre perte nette.

Notre perte nette était plus élevée au deuxième trimestre de l'exercice 2017 qu'à la période correspondante de 2016. La charge pour perte de valeur d'actifs inscrite relativement à deux participations dans des entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence a été le seul facteur clé de la hausse. Les autres facteurs comprennent la hausse de la dotation à l'amortissement découlant d'une augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles en raison des acquisitions réalisées en 2016 et d'une baisse du BAIIA ajusté^{A)}. La hausse des coûts d'évaluation engagés lors de l'intégration de nouveaux clients et du déploiement de la plateforme auprès d'eux, l'embauche d'employés additionnels afin d'améliorer et de soutenir notre plateforme chez les nouveaux clients en vue d'exécuter nos stratégies de croissance à court et à long terme, ainsi que l'embauche d'employés afin de préparer l'entrée en Bourse de la Société ont donné lieu à une hausse des charges salariales et des coûts connexes, ce qui s'est traduit par une baisse du BAIIA ajusté^{A)}. Nous avons également engagé des coûts liés au PAPE plus élevés en raison des services de professionnels et de consultants indépendants. Ces augmentations ont été partiellement compensées par la diminution des pertes liées à la juste valeur des bons de souscription résultant de la hausse accrue de la juste valeur des actions ordinaires utilisée pour établir la valeur des passifs liés aux bons de souscription de la période correspondante, ainsi que par la hausse des économies d'impôt différé. La hausse des économies d'impôt différé résulte de la baisse des passifs d'impôt différé ayant trait à l'amortissement des immobilisations incorporelles lié aux immobilisations incorporelles

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

comptabilisées relativement aux acquisitions réalisées en 2016, de la charge pour perte de valeur d'actifs comptabilisée relativement à deux entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que de la hausse des actifs d'impôt différé liée aux reports en avant de pertes fiscales.

Au troisième trimestre de l'exercice 2017, notre perte nette a été supérieure à celle enregistrée au trimestre correspondant de l'exercice 2016. L'augmentation des charges d'exploitation est le principal facteur qui explique la hausse de la perte nette, dont la majeure partie découle de la charge de rémunération fondée sur des actions. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2016, aucune charge de rémunération fondée sur des actions n'a été engagée, car aucun droit sur les options émises ou en cours n'a été acquis. La hausse des charges salariales et des coûts connexes a également contribué à la hausse de la perte nette pour le troisième trimestre de l'exercice 2017, en raison de notre investissement dans le déploiement auprès de nouveaux clients pour appuyer la croissance générée par les gains de parts de marché qui en ont découlé. Au total, les honoraires juridiques, les créances douteuses et les loyers ont augmenté en raison de diverses questions d'ordre juridique, y compris pour assurer notre défense dans le cadre d'un recours collectif, pour créer une réserve relative aux débiteurs dont le recouvrement n'est pas assuré et en raison de l'augmentation des charges liées aux installations engagées à l'égard de notre nouvelle installation d'exploitation à Denver. L'augmentation du montant net des pertes de change a également contribué à la hausse de la perte nette au troisième trimestre de l'exercice 2017 en raison de pertes sans effet sur la trésorerie sur les accords de financement à long terme entre une entité canadienne et une entité américaine au sein du groupe consolidé de sociétés. Les pertes nettes enregistrées pour le troisième trimestre de 2017 ont également augmenté en raison de la modification d'une entente d'exploitation conclue avec l'un de nos coentrepreneurs. La modification a fait en sorte que nous contrôlons désormais la coentreprise, et nous avons dû réévaluer notre placement initial. Finalement, l'augmentation de la perte comptabilisée pour le troisième trimestre de l'exercice 2017 tient à la juste valeur des bons de souscription. Ces montants ont été en partie contrebalancés par l'augmentation des économies d'impôt attribuable à la hausse des pertes avant impôt comptabilisée au troisième trimestre de l'exercice 2017.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2017, nous avons enregistré une perte nette, par rapport à un bénéfice net au quatrième trimestre de l'exercice 2016. L'augmentation du montant net des pertes de change constitue le principal facteur ayant contribué à la perte nette au quatrième trimestre de l'exercice 2017 en raison de pertes sans effet sur la trésorerie sur les accords de financement à long terme entre une entité canadienne et une entité américaine au sein du groupe consolidé de sociétés en raison du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. La baisse du BAIIA ajusté^{A)} a également contribué à la perte au quatrième trimestre de l'exercice 2017, en raison de la diminution des produits nets^{A)} et de l'augmentation des coûts d'exploitation. La baisse des produits nets^{A)} s'explique par la composition des produits et la diminution des volumes de montages de prêts hypothécaires, d'une période à l'autre, partiellement compensée par les volumes d'activité auprès de nouveaux clients et nos gains de parts de marché auprès de clients existants. La hausse des charges d'exploitation reflète la charge de rémunération fondée sur des actions, que nous n'avions pas en 2016, et l'augmentation des honoraires. La hausse des charges salariales et des coûts connexes a également contribué à la hausse des coûts d'exploitation dans notre secteur États-Unis, en raison de notre investissement dans le déploiement auprès de nouveaux clients pour appuyer la croissance générée par les gains de parts de marché qui en ont découlé. La hausse des charges salariales et des coûts connexes a été partiellement compensée par la baisse des charges salariales au moment où nous avons amorcé la transition de nos services de titres et de clôture vers une plateforme de services de gestion de réseau. Le reste de l'augmentation s'explique par la hausse des charges informatiques et des provisions pour certains débiteurs. La hausse des économies d'impôt a partiellement compensé ces facteurs ayant contribué à l'augmentation des pertes nettes au quatrième trimestre de l'exercice 2017, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016. L'augmentation des économies d'impôt est attribuable à la hausse des pertes nettes avant impôt pour les raisons susmentionnées. Au quatrième trimestre, nous avons également comptabilisé une économie relative au règlement de certains montants dus aux vendeurs de Linear Title and Closing (« Linear »), nous avons engagé une dotation à l'amortissement moindre en raison d'actifs entièrement amortis et nous avons comptabilisé une baisse des pertes sur la juste valeur des passifs liés aux bons de souscription découlant de la diminution du prix de l'action au cours et à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2017, par rapport au troisième trimestre.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

(Perte nette) bénéfice net par action moyenne pondérée, de base et dilué(e)

Variation en 2018 par rapport à 2017

La perte nette par action moyenne pondérée a augmenté au premier trimestre de l'exercice 2018 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017, en raison de la hausse des pertes nettes au trimestre considéré expliquée plus haut. La clôture de notre PAPE au troisième trimestre de l'exercice 2017 a eu une incidence sur le nombre moyen pondéré d'actions, de base et dilué par rapport à la période correspondante. En outre, les attributions d'options sur actions et les déchéances ainsi que l'exercice de certains bons de souscription ont eu une incidence sur la variation du nombre moyen pondéré d'actions, dilué, par rapport à la période correspondante, ce qui a eu une légère incidence sur la perte nette par action.

Variation en 2017 par rapport à 2016

La perte nette par action moyenne pondérée a augmenté au premier trimestre de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016 en raison de la hausse des pertes nettes, expliquée précédemment. L'émission d'actions à titre de contrepartie partielle aux vendeurs de Linear a eu une incidence sur le nombre moyen pondéré d'actions, de base et dilué, tandis que les attributions d'options sur actions et les déchéances expliquent la variation du nombre moyen pondéré d'actions, dilué, par rapport à la période correspondante. De façon comparative, ces variations n'ont eu qu'une légère incidence sur la perte nette par action comptabilisée.

La perte nette par action moyenne pondérée a augmenté au deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016, en raison de la hausse des pertes nettes au cours du trimestre expliquée précédemment. L'émission d'actions à titre de contrepartie aux vendeurs de Linear et les actions additionnelles émises sans contrepartie en raison de notre incapacité à conclure notre PAPE avant la fin de l'année civile 2016 ont eu une incidence sur le nombre moyen pondéré d'actions, de base et dilué, du deuxième trimestre de l'exercice 2017. Les attributions d'options sur actions et les déchéances ont également eu une incidence sur la variation du nombre moyen pondéré d'actions, dilué, par rapport à la période correspondante. Ces variations n'ont eu qu'une légère incidence sur la perte nette par action.

La perte nette par action moyenne pondérée a augmenté au troisième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2016, en raison de la hausse des pertes nettes de ce trimestre expliquée précédemment. L'émission d'actions additionnelles sans contrepartie en raison de notre incapacité à conclure notre PAPE avant la fin de l'année civile 2016 et la clôture de notre PAPE au troisième trimestre de l'exercice 2017 ont eu une incidence sur le nombre moyen pondéré d'actions, de base et dilué, de ce trimestre. En outre, les attributions d'options sur actions et les déchéances ainsi que l'exercice de certains bons de souscription ont eu une incidence sur la variation du nombre moyen pondéré d'actions, dilué, par rapport à la période correspondante. Ces variations n'ont eu qu'une légère incidence sur la perte nette par action.

La perte nette par action moyenne pondérée a augmenté au quatrième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2016, en raison de la hausse des pertes nettes expliquée précédemment. L'émission d'actions additionnelles sans contrepartie en raison de notre incapacité à conclure notre PAPE avant la fin de l'année civile 2016 et la clôture de notre PAPE au troisième trimestre de l'exercice 2017 ont eu une incidence sur le nombre moyen pondéré d'actions, de base et dilué, du quatrième trimestre de 2017. En outre, les attributions d'options sur actions et les déchéances ainsi que l'exercice de certains bons de souscription ont eu une incidence sur la variation du nombre moyen pondéré d'actions, dilué, par rapport à la période correspondante. Ces variations n'ont eu qu'une légère incidence sur la perte nette par action.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Situation financière

Principales informations des bilans consolidés

	Au 31 décembre 2017			
	États-Unis	Canada	Siège social	Total
Créances clients et autres débiteurs	22 730 \$	915 \$	– \$	23 645 \$
Immobilisations incorporelles	31 974 \$	– \$	7 \$	31 981 \$
Goodwill	60 477 \$	– \$	– \$	60 477 \$
Fonds de roulement – (actifs courants moins passifs courants)	34 061 \$	572 \$	48 064 \$	82 697 \$

	Au 30 septembre 2017			
	États-Unis	Canada	Siège social	Total
Créances clients et autres débiteurs	30 667 \$	1 433 \$	– \$	32 100 \$
Immobilisations incorporelles	36 837 \$	– \$	34 \$	36 871 \$
Goodwill	58 890 \$	– \$	– \$	58 890 \$
Fonds de roulement – (actifs courants moins passifs courants)	32 667 \$	158 \$	48 557 \$	81 382 \$

Créances clients et autres débiteurs — Variation entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2017

Variation — données consolidées	(8 455) \$
Variation — États-Unis	(7 937) \$
Variation — Canada	(518) \$
Variation — Siège social	– \$

La diminution des créances clients et autres débiteurs tient à une baisse des montants comptabilisés dans notre secteur États-Unis aussi bien que dans notre secteur Canada. La diminution des créances clients et autres débiteurs du secteur États-Unis s'explique par la baisse saisonnière des volumes de montage de prêts hypothécaires et la diminution des activités de refinancement, d'une période à l'autre. La diminution des créances clients et autres débiteurs dans le secteur Canada s'explique par une baisse d'activité saisonnière et par le recouvrement important de créances auprès de deux des principaux clients de ce secteur.

Immobilisations incorporelles — Variation entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2017

Variation — données consolidées	(4 890) \$
Variation — États-Unis	(4 863) \$
Variation — Canada	– \$
Variation — Siège social	(27) \$

Le recul des immobilisations incorporelles tient à l'amortissement dans le cours normal des activités comptabilisé dans nos secteurs États-Unis et Siège social.

Goodwill — Variation entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2017

Variation — données consolidées	1 587 \$
Variation — États-Unis	1 587 \$
Variation — Canada	– \$
Variation — Siège social	– \$

Au premier trimestre de l'exercice 2018, nous avons modifié une entente d'exploitation conclue avec un coentrepreneur et obtenu le contrôle de la coentreprise le 1^{er} octobre 2017. Nous avons abandonné la méthode de la mise en équivalence en raison de ces modifications et nous avons comptabilisé un goodwill de 1,0 M\$ en application des lignes directrices en matière de regroupement d'entreprises. De plus, nous avons acquis le reste des participations dans une autre coentreprise, ce qui a mené à la comptabilisation d'un goodwill de 0,6 M\$.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Fonds de roulement — Variation entre le 31 décembre 2017 et le 30 septembre 2017

Variation — données consolidées	1 315 \$
Variation — États-Unis	1 394 \$
Variation — Canada	414 \$
Variation — Siège social	(493) \$

Notre fonds de roulement consolidé a augmenté de 1,3 M\$ au 31 décembre 2017 par rapport au 30 septembre 2017. Cette augmentation s'explique par la consolidation de notre position en trésorerie et équivalents de trésorerie, qui a progressé de 7,1 M\$, grâce au recouvrement important de créances clients et autres débiteurs, dont le montant total a diminué de 8,5 M\$ d'une période à l'autre, et par la diminution des dettes fournisseurs et de l'impôt sur le résultat à payer, respectivement de 2,9 M\$ et 0,9 M\$. La baisse des dettes fournisseurs est attribuable à la nature saisonnière de nos activités, tandis que la baisse de l'impôt sur le résultat à payer s'explique par le calendrier des paiements d'impôt, déduction faite des charges d'impôt à payer.

Le fonds de roulement de notre secteur États-Unis a augmenté de 1,4 M\$ d'une période à l'autre, pour les mêmes raisons que celles mentionnées ci-dessus dans l'analyse des données consolidées. D'une période à l'autre, notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie ont augmenté de 7,9 M\$ grâce au recouvrement important de créances clients et autres débiteurs, dont le montant total a diminué de 7,9 M\$, et nos dettes fournisseurs ont reculé de 2,3 M\$. Ces améliorations nettes du fonds de roulement ont été contrebalancées par une augmentation de 0,6 M\$ des charges à payer due au calendrier des charges salariales et de certains montants à payer aux contractuels.

Le fonds de roulement dans notre secteur Canada a aussi augmenté de 0,4 M\$ d'une période à l'autre, laquelle augmentation a été contrebalancée par une baisse de 0,5 M\$ dans le secteur Siège social. La diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que des créances clients et autres débiteurs, a été en partie compensée par une diminution des dettes fournisseurs et de l'impôt sur le résultat à payer. La baisse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est attribuable au moment des entrées de trésorerie. La diminution des créances clients et autres débiteurs, ainsi que des dettes fournisseurs, reflète la nature saisonnière de nos activités, tandis que la baisse de l'impôt sur le résultat à payer s'explique par le calendrier des paiements d'impôt, déduction faite des charges d'impôt à payer.

Capital social en circulation

31 décembre 2017		
	Actions	\$
Actions ordinaires	88 060	261 525
Actions privilégiées	—	—
Total du capital apporté	88 060	261 525
29 janvier 2018		
	Actions	\$
Actions ordinaires	88 178	261 906
Actions privilégiées	—	—
Total du capital apporté	88 178	261 906

Capitaux propres

Au 31 décembre 2017, notre capital autorisé comprenait un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Aucune action privilégiée n'était émise ou en circulation au 31 décembre 2017.

Actions ordinaires

Chaque action ordinaire détenue donne à son détenteur un droit de vote et le droit de recevoir des dividendes, selon le montant et le calendrier déterminés, par le conseil d'administration. Advenant la dissolution ou la liquidation de la Société ou toute autre distribution des actifs de la Société entre les actionnaires aux fins de liquidation des affaires de la Société, les actions ordinaires seront de rang égal entre elles en ce qui concerne la priorité de distribution. Une telle distribution sera effectuée selon un montant égal par action relativement à toutes les actions ordinaires en circulation, sans privilège ni distinction.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Actions privilégiées

Le conseil d'administration peut, sans que les actionnaires ordinaires aient à prendre de mesures, désigner et émettre un nombre illimité d'actions privilégiées en une ou plusieurs séries et établir les droits, les priorités et les privilèges de chaque série. Les actions privilégiées de chaque série seront de rang égal avec les actions privilégiées de toute autre série et, si le conseil le souhaite, conféreront un droit prioritaire sur les actions ordinaires en ce qui a trait au versement de dividendes et à la distribution d'actifs advenant la dissolution ou la liquidation de la Société. Si la Société ne règle pas intégralement un dividende cumulatif à l'égard d'une série de ses actions privilégiées, les actions de toutes les séries d'actions privilégiées conféreront le droit de participer proportionnellement aux dividendes accumulés en fonction du montant qui aurait été payable sur ces actions si l'ensemble des dividendes cumulés avait été intégralement réglé.

L'émission d'actions privilégiées et les modalités choisies par le conseil pourraient réduire le montant des bénéfices et des actifs disponibles aux fins de distribution aux porteurs des actions ordinaires ou avoir une incidence défavorable sur les droits et les pouvoirs, notamment les droits de vote, des porteurs des actions ordinaires, sans que les actionnaires puissent voter ou prendre des mesures à cet égard. Une série d'actions privilégiées émises par le conseil pourrait avoir priorité sur les actions ordinaires au chapitre du dividende, des droits en cas de liquidation ou des deux. L'émission d'actions privilégiées, ou l'émission de droits d'achat d'actions privilégiées, pourrait compliquer l'acquisition, par un tiers, de la majorité des actions avec droit de vote en circulation de la Société et, par conséquent, avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la Société ou une proposition d'acquisition non sollicitée, et pourrait compliquer la destitution des membres de la direction. À l'heure actuelle, la Société n'a pas l'intention d'émettre d'actions privilégiées.

Bons de souscription

Nous avons émis des bons de souscription spéciaux (les « bons de souscription spéciaux ») qui peuvent être échangés par les porteurs contre des bons de souscription d'actions (les « bons de souscription d'actions »). Tous les bons de souscription spéciaux en circulation ont été automatiquement convertis en bons de souscription d'actions à la clôture du PAPE de la Société (entre autres conditions remplies). Tous les bons de souscription d'actions arrivent à échéance entre deux et cinq ans après la date de notre PAPE.

Au 31 décembre 2017, le nombre total de bons de souscription émis et en circulation et pouvant être exercés contre des actions ordinaires était de 1,6 million. Tous les bons de souscription en circulation ont un prix d'exercice de 1,38 \$ CA.

Options sur actions

Au cours du trimestre, 354 options sur actions ont été exercées, ce qui a entraîné l'émission de 354 actions ordinaires. En outre, 163 options sur actions ont été frappées de déchéance au cours du trimestre.

Le 1^{er} décembre 2017, la Société a attribué à certains employés 117 options sur actions dont l'acquisition des droits est répartie également entre les 1^{er}, 2^e et 3^e anniversaires d'attribution et elles expirent à la 10^e date anniversaire de l'attribution.

Situation de trésorerie et sources de financement

Obligations contractuelles

31 décembre 2017

	Total	Paiements exigibles			
		Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de location simple	9 646 \$	2 146 \$	3 081 \$	2 598 \$	1 821 \$
Contrats de location-acquisition	502	435	67	–	–
Paiements éventuels liés à une acquisition	9 907	9 907	–	–	–
Total des obligations contractuelles	20 055 \$	12 488 \$	3 148 \$	2 598 \$	1 821 \$

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Dettes à long terme

Le tableau qui suit présente un résumé de nos facilités d'emprunt à long terme au 31 décembre 2017.

	Montant autorisé	Montant utilisé	Montant disponible ¹
Facilités de premier rang à terme			
Facilité de 2016	27 000 \$	– \$	19 500 \$
Facilité de 2015	20 000 \$	– \$	10 000 \$
Facilité de crédit renouvelable — en dollars canadiens			
Facilité de crédit renouvelable	15 000 \$	– \$	15 000 \$

Note :

1. Le montant disponible en vertu de nos facilités de premier rang à terme est indiqué sous réserve du ratio dette de premier rang/BAIIA, du ratio de couverture des charges fixes et des dépenses d'investissement non financées, et le montant disponible en vertu de notre facilité de crédit renouvelable est indiqué sous réserve de la bonne qualité de nos débiteurs.

*Ratio dette de premier rang/BAIIA et ratio de couverture des charges fixes
(selon les définitions et les méthodes de calcul prévues par la convention)*

	31 décembre 2017	30 septembre 2017
Dettes de premier rang/BAIIA	0,08	0,06
Dettes de premier rang/BAIIA — maximum	2,50	3,00
Ratio de couverture des charges fixes	7,44	18,03
Ratio de couverture des charges fixes — minimum	1,20	1,20

Le 31 décembre 2017, aucun montant n'avait été prélevé en vertu de la facilité renouvelable et des facilités de premier rang à terme. Au 31 décembre 2017, le montant disponible en vertu de la facilité renouvelable était de 15,0 M\$ CA et celui disponible en vertu des facilités de premier rang à terme était de 29,5 M\$. Au 31 décembre 2017, notre ratio dette de premier rang/BAIIA (tel qu'il est défini et calculé aux termes de la convention) était de 0,08 fois.

Au 31 décembre 2017, nous respectons nos clauses restrictives aux termes des facilités d'emprunt à long terme.

Facilités d'emprunt à long terme — 31 décembre 2017

Le 31 mars 2016, dans le cadre de l'acquisition de Linear, nous avons conclu notre premier avenant à une deuxième convention d'amplification des conditions, dans sa version modifiée et mise à jour, avec la Banque de Montréal et la Banque de Montréal, succursale de Chicago (la « convention »). La convention prévoit une facilité de crédit renouvelable de 15,0 M\$ CA et deux emprunts à terme de 20,0 M\$ et de 27,0 M\$. La facilité de crédit renouvelable (la « facilité renouvelable ») est destinée aux besoins en fonds de roulement et à des fins d'exploitation générale et les emprunts à terme ont servi dans le cadre de certaines acquisitions d'entreprises.

Les remboursements de la facilité renouvelable ne couvrent que les intérêts jusqu'à l'échéance, le 30 avril 2020. Le total des avances en vertu de la facilité renouvelable ne peut pas dépasser 75 % de nos créances clients, compte non tenu des créances clients en souffrance depuis 60 jours ou plus, et jusqu'à 120 jours ou plus dans certains cas, sous réserve de certains ajustements (« débiteurs de bonne qualité »). Les prélèvements sur la facilité renouvelable peuvent être faits en dollars canadiens ou américains (au taux préférentiel canadien ou au taux de base américain), ou sous forme d'acceptations bancaires ou de lettres de crédit. Les facilités de premier rang à terme sont disponibles pour certaines acquisitions réalisées ou autorisées et pour répondre aux besoins en fonds de roulement ou aux besoins généraux de l'entreprise. Les emprunts à terme sont amortis à un taux de 2 % trimestriellement et de 8 % annuellement, sur une période de cinq ans, le solde non amorti résiduel étant dû à l'échéance, soit le 1^{er} mai 2020 et le 1^{er} avril 2021, respectivement. Les emprunts à terme peuvent être composés de ce qui suit : i) des avances au taux préférentiel canadien ou américain, assorties d'intérêts au taux préférentiel canadien ou au taux de base américain, respectivement, majoré de l'écart de taux applicable; ii) d'un emprunt LIBOR, portant intérêt au LIBOR majoré de l'écart de taux applicable;

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

iii) des acceptations bancaires canadiennes, portant intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de l'écart de taux applicable. Les emprunts à terme sont soumis aux conditions de remboursement anticipé obligatoire suivantes : 50 % de l'excédent des flux de trésorerie annuels si le ratio dette de premier rang/BAIIA est supérieur à 3,0:1,0; 100 % du produit de l'émission de titres de capitaux propres ou d'emprunt par la Société, y compris le produit de toute vente ou cession d'actifs non effectuée dans le cours normal des activités qui n'est pas réinvesti dans les 180 jours; le produit de réclamations d'assurance qui n'est pas réinvesti dans les 180 jours suivant la réception.

Les écarts de taux applicables varient en fonction de ratios dette de premier rang/BAIIA se situant entre moins de 1,0 fois et plus de 3,0 fois. Les avances au taux préférentiel et au taux de base canadiens et américains sont assorties d'un écart de taux applicable allant de 25 à 175 points de base. Les acceptations bancaires et les emprunts au LIBOR sont assortis d'un écart de taux applicable allant de 150 à 300 points de base et nous payons une commission d'attente allant de 40 à 60 points de base sur les prélèvements non utilisés.

La facilité d'emprunt à long terme comprend une facilité de gestion du risque de trésorerie allant jusqu'à 0,5 M\$ CA pour simplifier la couverture du risque de change entre le dollar canadien et le dollar américain réalisée dans le cours normal des activités. Cette facilité peut être utilisée pour simplifier l'utilisation de contrats de change pendant une période allant jusqu'à un an. Les frais que nous devons payer sont déterminés par le service de trésorerie des prêteurs pour chaque transaction. De plus, la facilité d'emprunt à long terme nous offre une facilité de cartes de crédit d'entreprise d'un montant maximal de 0,8 M\$ CA pour faciliter la gestion des frais généraux.

La facilité d'emprunt à long terme est garantie par une convention de sûreté générale, qui donne au prêteur une charge fixe et flottante de premier rang sur tous les actifs, y compris les droits de propriété intellectuelle, une garantie illimitée et une subordination de réclamation par toutes les filiales en propriété exclusive, ainsi que par certains autres titres.

Risques et restrictions

Nos facilités renouvelables et de premier rang à terme sont assorties de taux d'intérêt qui sont assujettis aux fluctuations du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR. Tout prélèvement, le cas échéant, est assujetti au risque de taux d'intérêt. Comme aucun montant n'est actuellement prélevé sur notre facilité renouvelable ni sur notre facilité de premier rang à terme, une hausse ou une baisse du taux d'intérêt variable n'aurait pas d'incidence sur les charges d'intérêts.

Aux termes de nos facilités d'emprunt à long terme, nous devons rembourser tout montant résiduel impayé à l'échéance. Si nous ne respectons pas les conditions des facilités d'emprunt à long terme, cela pourrait entraîner une défaillance qui, si elle n'est pas corrigée ou n'est pas frappée de déchéance, pourrait accélérer le remboursement de la dette sous-jacente. En cas d'accélération du remboursement de la facilité, dans l'éventualité où des soldes seraient en cours, rien ne garantit que nos actifs seront suffisants pour rembourser la totalité de ces facilités.

Flux de trésorerie

	Trimestres clos les 31 décembre		
	2017	2016	Variation
Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	6 895 \$	(5 688) \$	12 583 \$
Activités d'investissement	178 \$	(166) \$	344 \$
Activités de financement	307 \$	(588) \$	895 \$

Trimestre

Activités d'exploitation

Nos activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 6,9 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018, ce qui représente une augmentation de 12,6 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Une hausse de la trésorerie liée aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'est traduite par une augmentation de 19,1 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation de 9,1 M\$ des créances clients et autres débiteurs

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

découlant de la baisse des volumes des activités commerciales et des recouvrements plus importants. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons décidé de payer plus rapidement nos fournisseurs de services d'évaluation. Par conséquent, la variation comparative des dettes fournisseurs représentait une augmentation d'un trimestre à l'autre de 5,3 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Enfin, les variations des charges à payer attribuables au calendrier des charges salariales et des montants à payer aux contractuels ont donné lieu à une augmentation de 1,2 M\$ du fonds de roulement hors trésorerie. Ces sources de trésorerie ont été en partie contrebalancées par la baisse de 3,1 M\$ du BAIIA ajusté^{A)}, dont il est question en détail à la rubrique « Revue des activités » du présent rapport de gestion, et par l'augmentation de 0,9 M\$ de l'impôt sur le résultat payé au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie générés par les activités d'investissement ont augmenté de 0,3 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017. Au cours du trimestre considéré, nous avons obtenu le contrôle de certaines coentreprises auparavant comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En application des lignes directrices sur les regroupements d'entreprises, nous avons acquis une trésorerie de 0,4 M\$ dans le cadre de ces acquisitions, pour une contrepartie nominale. L'apport en trésorerie lié à ces acquisitions a été en partie contrebalancé par l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant total de 0,2 M\$, ce qui est largement comparable au montant dépensé au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le reste de la variation s'explique par la diminution des dividendes reçus d'entités émettrices comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, en raison du fait que toutes les ententes de coentreprise sont comptabilisées comme des filiales contrôlées pour le trimestre considéré.

Activités de financement

Nos activités de financement ont généré des flux de trésorerie en hausse de 0,9 M\$ au premier trimestre de l'exercice 2018, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par deux facteurs : la baisse de 0,4 M\$ des remboursements de la dette, attribuable au remboursement intégral de nos facilités d'emprunt à long terme au moyen d'une partie du produit de notre PAPE, et la réception d'un produit de 0,5 M\$ reçu à l'exercice d'options sur actions au cours du trimestre considéré. Au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous n'avions reçu aucun produit à l'exercice d'options sur actions, car aucune option sur actions ne pouvait être exercée au cours de cette période.

Estimations comptables critiques

Généralités

Pour préparer notre rapport de gestion, nous avons utilisé des renseignements provenant de nos états financiers, établis conformément aux IFRS et libellés en dollars américains. Nos états financiers comprennent des estimations et des jugements qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits et des charges et, le cas échéant, sur les informations à fournir à l'égard des actifs et des passifs éventuels. Nous évaluons périodiquement nos estimations, y compris celles exigeant un niveau important de jugement ou qui sont autrement soumises à un degré intrinsèque d'incertitude. Les éléments reposant sur des jugements et des estimations comprennent la comptabilisation des produits, la dépréciation du goodwill et des actifs non financiers, la détermination de la juste valeur dans le cadre de regroupements d'entreprises, le calcul de la juste valeur des bons de souscription et des instruments financiers et la probabilité de réaliser des actifs d'impôt différé. Nos jugements et estimations se fondent sur l'expérience passée, l'observation des tendances et les hypothèses à l'égard des données, des évaluations et d'autres hypothèses qui, selon nous, peuvent raisonnablement être prises en compte lors de l'estimation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif. Compte tenu de la complexité, des jugements et de l'incertitude intrinsèques liés à l'évaluation de la juste valeur, les montants réels pourraient différer de façon importante de nos estimations.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Les éléments nécessitant les estimations et les jugements les plus importants sont décrits dans les paragraphes qui suivent.

Comptabilisation des produits

Les transactions qui portent sur des composantes séparément identifiables doivent être comptabilisées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir pour refléter la substance de la transaction. Nous devons exercer des jugements au sujet de la juste valeur de chaque composante, y compris sur sa répartition entre les composantes séparément identifiables, en tenant compte des facteurs suivants : nos objectifs globaux en matière de tarification, le marché sur lequel la transaction se produit, l'unicité de chaque composante, les travaux exécutés, l'envergure de la transaction ainsi que toutes les ventes historiques et les prix contractuels.

En conséquence, nous exerçons notre jugement pour évaluer si nous agissons comme mandataire ou comme mandant dans le cadre d'une transaction. Lorsque nous ne sommes pas exposés aux risques ni aux avantages importants inhérents à la vente de biens ou à la prestation de services, nous agissons comme mandataire dans le cadre de la transaction. Nous agissons comme mandant lorsque nous sommes exposés aux risques et aux avantages importants inhérents à la vente de biens ou à la prestation de services. Nous tenons compte de ces facteurs, entre autres, dans le cadre de notre évaluation.

Goodwill

Le goodwill n'est pas amorti et est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment, si un événement ou une circonstance se produit et qu'il est jugé plus probable qu'improbable qu'il réduise la juste valeur d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou d'un groupe d'UGT, en deçà de sa valeur comptable. Les événements ou circonstances en question peuvent inclure : un changement défavorable important de l'environnement technologique, économique ou juridique ou de la situation sur le marché où l'entité mène ses activités; les fluctuations des taux d'intérêt du marché ou d'autres taux de rendement des placements du marché qui sont susceptibles d'influer sur le taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur d'utilité de l'actif; la valeur comptable de l'actif net d'une entité dépasse sa capitalisation boursière; il existe des indications de dommages matériels ou d'obsolescence de l'actif; des modifications importantes sont apportées quant à l'utilisation prévue de l'actif ou les prévisions quant au rendement de l'actif sont pires que ce à quoi on s'attendait initialement. Le goodwill ne fait pas l'objet d'un test de dépréciation lorsque les actifs et les passifs composant l'UGT n'ont pas changé de façon importante depuis la dernière évaluation de la juste valeur, lorsque la plus récente évaluation de la juste valeur aboutit à un montant largement supérieur à la valeur comptable, et, en se fondant sur l'analyse des événements qui se sont produits et des circonstances qui ont changé depuis la dernière évaluation de la juste valeur, lorsque la probabilité qu'une évaluation de la juste valeur actuelle aboutisse à un résultat inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT est minime. Le montant du goodwill affecté à chaque UGT et la méthode utilisée pour réaliser ces affectations ont été appliqués de façon cohérente. Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, nos UGT correspondent à nos secteurs opérationnels, puisque c'est à ce niveau que le goodwill fait l'objet d'un suivi.

La valeur comptable de l'UGT ou d'un groupe d'UGT est comparée à sa valeur recouvrable, la valeur recouvrable correspondant à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, ou à sa valeur d'utilité, si celle-ci est plus élevée. La valeur d'utilité de chaque UGT ou groupe d'UGT est déterminée en actualisant les projections sur trois ans des flux de trésorerie selon les prévisions financières établies par la direction. Les projections reflètent l'expérience passée et les attentes futures liées à la performance opérationnelle. Nous avons appliqué des taux de croissance perpétuels aux flux de trésorerie pour l'exercice final. Aucun des taux de croissance perpétuels n'excède les taux de croissance historiques à long terme pour les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Les taux d'actualisation appliqués aux projections des flux de trésorerie sont dérivés du coût moyen pondéré du capital ajusté pour tenir compte d'une prime en fonction de la taille pour chaque UGT ou groupe d'UGT.

Nous suivons les conditions tant économiques que financières et effectuons à nouveau un test de dépréciation du goodwill pour déceler toute perte de valeur si la situation l'exige.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Regroupements d'entreprises

Pour appliquer la méthode de l'acquisition aux regroupements d'entreprises, nous devons évaluer chaque actif et passif identifiable à la juste valeur. Tout excédent de la juste valeur de la contrepartie sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé au titre du goodwill. La répartition du prix d'achat nécessite l'exercice d'un jugement au sujet de l'identification des immobilisations incorporelles acquises ainsi que la formulation d'estimations relativement à la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris, y compris la contrepartie éventuelle et les éventualités antérieures à l'acquisition. Des variations des hypothèses ou estimations utilisées pour déterminer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris, y compris celles liées aux éventualités antérieures à l'acquisition et à la contrepartie éventuelle, pourraient avoir une incidence sur les montants attribués aux actifs, aux passifs et au goodwill dans la répartition du prix d'achat.

Nous faisons des estimations, formulons des hypothèses et exerçons notre jugement pour évaluer le goodwill et les autres immobilisations incorporelles dans le cadre de la répartition initiale du prix d'achat d'une entité acquise, en plus d'évaluer la recouvrabilité du goodwill et des autres immobilisations incorporelles de façon continue. Ces estimations reposent sur un certain nombre de facteurs, notamment l'expérience passée, les conditions sur le marché et l'information recueillie dans le cadre de notre examen des activités des entités cibles et celle obtenue de la direction des sociétés acquises. Les estimations critiques liées à l'évaluation de certaines immobilisations incorporelles comprennent notamment, sans s'y limiter, les taux d'attrition historiques et projetés, les taux d'actualisation, la croissance prévue des produits liés aux clients acquis, la technologie acquise et l'utilisation prévue des actifs acquis. Ces facteurs servent également à déterminer la durée d'utilité des immobilisations incorporelles acquises. Les montants et les durées d'utilité affectés à des immobilisations incorporelles identifiées influent également sur le montant et le calendrier de la dotation à l'amortissement future.

Des circonstances ou des événements imprévus pourraient avoir une incidence sur l'exactitude ou sur la validité de ces hypothèses et estimations, ainsi que sur les résultats réels.

Bons de souscription

Pour estimer la juste valeur des passifs liés aux bons de souscription, nous avons recours au modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes-Merton, qui repose sur plusieurs variables. Les variables utilisées sont assujetties à des estimations et toute modification de ces données pourrait avoir une incidence significative sur la juste valeur estimative des passifs liés aux bons de souscription. La juste valeur présentée pourrait ne pas représenter le prix de la transaction si ces bons de souscription étaient échangés à une date ultérieure.

Impôt sur le résultat

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable, qui tient compte des différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de la communication d'informations financières et les valeurs fiscales correspondantes. L'impôt différé n'est pas constaté au moment de la comptabilisation initiale des actifs et des passifs aux fins de la présentation de l'information financière autre qu'un regroupement d'entreprises et qui n'a pas d'incidence sur le résultat comptable ni sur le bénéfice imposable ou la perte fiscale. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition qui devraient s'appliquer au moment où les différences temporaires se résorberont, selon les taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les modifications importantes apportées aux taux d'imposition ou aux lois fiscales adoptés ou les estimations des différences temporaires et de leur résorption pourraient avoir une incidence favorable ou défavorable significative sur notre situation financière et notre performance opérationnelle. De plus, les changements réglementaires ou un bénéfice imposable insuffisant pourraient influencer sur notre capacité à utiliser les reports en avant de pertes fiscales, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur les actifs d'impôt différé et sur la charge ou l'économie d'impôt différé.

La comptabilisation des actifs d'impôt différé liés aux reports en avant de pertes fiscales non utilisées est fondée sur notre capacité antérieure et prévue à générer un bénéfice imposable ainsi que d'autres éléments probants importants. Cependant, si nous ne sommes pas en mesure de continuer de générer un bénéfice imposable, nous pourrions ne pas

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

disposer d'actifs d'impôt différé découlant de reports en avant de pertes fiscales non utilisées avant leur expiration au Canada. Nous avons, par le passé, mis en œuvre tous les efforts nécessaires, et nous continuerons de le faire, pour restreindre l'utilisation de déductions d'impôt discrétionnaires afin de maximiser notre utilisation des reports en avant de pertes fiscales au Canada avant leur expiration. Du fait de la réforme fiscale aux États-Unis, les reports en avant de pertes fiscales non utilisées survenant après le 31 décembre 2017 aux États-Unis peuvent désormais être reportés indéfiniment; cependant, la déduction des reports en avant de pertes fiscales non utilisées est limitée pour une année d'imposition donnée à 80 % du bénéfice imposable d'une entité pour cette année. Si nous ne sommes pas en mesure de réaliser nos actifs d'impôt différé attribuables aux reports en avant de pertes fiscales, nous comptabiliserons une charge d'impôt différé pendant la période où nous aurons déterminé que la possibilité de réaliser ces pertes est moins probable qu'improbable. Notre exposition maximale est égale à la valeur comptable de l'actif d'impôt différé attribuable aux reports en avant de pertes fiscales, soit 5,7 M\$ au 31 décembre 2017. En conséquence, à la lumière de notre capacité passée à générer un bénéfice imposable et en fonction de nos prévisions pour l'avenir, nous considérons le risque de ne pas réaliser ces actifs d'impôt différé comme faible.

Autres

D'autres estimations comprennent, sans toutefois s'y limiter, les éléments qui suivent : l'identification des UGT, les tests de dépréciation des actifs non financiers, l'inscription à l'actif et la détermination des durées d'utilité des immobilisations incorporelles générées en interne, les données utilisées dans le modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes-Merton pour évaluer les paiements fondés sur des actions, l'estimation de la durée d'utilité des immobilisations corporelles, l'évaluation des provisions, l'estimation de la probabilité d'un recouvrement pour déterminer notre dotation à la provision pour créances douteuses, la juste valeur des instruments financiers, l'évaluation du contrôle des filiales, les éventualités liées aux litiges et les paiements éventuels liés à une acquisition, les réclamations et avis de cotisation ainsi que les diverses hypothèses économiques utilisées dans l'élaboration des estimations de la juste valeur y compris, sans s'y limiter, les taux d'intérêt et d'inflation ainsi que diverses estimations fondées sur les modèles d'évaluation du prix des options.

Nouvelles méthodes comptables adoptées ou devant être adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* (« IFRS 15 »), qui remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, ainsi que diverses autres interprétations liées aux produits. IFRS 15 prévoit un modèle exhaustif unique que les entités utiliseront pour comptabiliser les produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats compris dans le champ d'application des normes sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. IFRS 15 pose comme principe fondamental qu'une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus précisément, la norme établit une approche en cinq étapes pour la comptabilisation des produits : identifier le contrat conclu avec le client; identifier les différentes obligations de prestation du contrat; déterminer le prix de transaction; répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation prévues au contrat; et comptabiliser les produits lorsque l'entité a rempli (ou à mesure qu'elle remplit) une obligation de prestation. IFRS 15 comporte également des obligations d'information améliorées. Cette nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et sera appliquée selon une approche rétrospective intégrale pour toutes les périodes présentées au cours de la période d'adoption ou selon une approche rétrospective modifiée. L'adoption anticipée est permise. Selon notre évaluation préliminaire, nous ne prévoyons pas que la mise en œuvre d'IFRS 15 aura une incidence importante sur la comptabilisation des produits. Notons toutefois qu'une évaluation détaillée est toujours en cours. Nous prévoyons appliquer une approche rétrospective modifiée pendant la transition, mais nous n'avons pas encore déterminé si nous utiliserons les exemptions et les mesures de simplification facultatives offertes.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »). La version d'IFRS 9 publiée en novembre 2009 énonçait de nouvelles exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. IFRS 9 a par la suite été modifiée en octobre 2010 pour inclure des exigences relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers et à la décomptabilisation. En novembre 2013, des modifications apportées subséquentement comprenaient de nouvelles exigences en matière de comptabilité de couverture générale. La révision finale d'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et inclut les exigences en matière de dépréciation des actifs financiers et des modifications à portée limitée aux exigences de classement et d'évaluation de certains instruments simples d'emprunt. La nouvelle norme établit une approche unique de classement et d'évaluation pour les actifs financiers qui reflète le modèle économique suivi pour les gérer ainsi que les caractéristiques de leurs flux de trésorerie. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers. IFRS 9 doit être appliquée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est permise. D'après notre analyse, nos actifs et passifs financiers devraient continuer d'être évalués suivant la même méthode. Nous nous attendons à ce que l'application du modèle des pertes de crédit attendues d'IFRS 9 donne lieu à une comptabilisation plus hâtive des pertes de crédit sur créances clients. Puisque nous n'appliquons pas la comptabilité de couverture actuellement, les nouvelles exigences relatives à la comptabilité de couverture ne sont pas applicables.

Initiative concernant les informations à fournir

En janvier 2016, l'IASB a publié « Initiative concernant les informations à fournir (modifications d'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) » (« IAS 7 »). Ces modifications exigent des entités qu'elles présentent des informations additionnelles qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs découlant d'activités de financement, y compris les variations des flux de trésorerie et les variations sans effet sur la trésorerie. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'application anticipée est permise. Nous avons appliqué les modifications d'IAS 7 à la période close le 31 décembre 2017 et avons présenté les informations à fournir requises.

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui remplace IAS 17, *Contrats de location* (« IAS 17 »), ainsi que toutes les interprétations connexes. IFRS 16 prévoit un modèle comptable unique pour les preneurs qui exige la comptabilisation des actifs et des passifs à l'égard de tous les contrats de location, à moins que la durée du contrat soit de 12 mois ou moins, ou que l'actif sous-jacent ait une faible valeur. IFRS 16 maintient essentiellement la comptabilité du bailleur prévue par IAS 17, notamment la distinction entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement. IFRS 16 peut être appliquée selon une approche rétrospective intégrale pour toutes les périodes présentées au cours de la période d'adoption ou selon une approche rétrospective modifiée pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée d'IFRS 16 est permise si IFRS 15 est également adoptée. Nous prévoyons adopter la norme selon l'approche rétrospective modifiée, mais nous ne prévoyons pas actuellement l'adopter de façon anticipée. Au 31 décembre 2017, nous possédons des engagements découlant de contrats de location simple totalisant 9,6 M\$. Une évaluation préliminaire indique que ces engagements répondront à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16. Par conséquent, nous nous attendons à comptabiliser de nouveaux actifs et passifs au titre de ces contrats de location simple, lesquels ont principalement trait aux locaux pour bureaux, au moment de l'adoption d'IFRS 16. La nouvelle disposition prescrivant la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative devrait avoir une incidence sur les montants figurant dans nos états financiers, mais nous poursuivons notre évaluation approfondie afin de déterminer cette incidence. Par ailleurs, la nature et le calendrier des charges liées à ces contrats de location changeront puisque IFRS 16 remplace la charge au titre des contrats de location simple comptabilisée de façon linéaire par la dotation à l'amortissement pour les actifs au titre de droits d'utilisation et les charges d'intérêts sur les obligations locatives. Pour les contrats de location-financement en vertu desquels nous sommes le preneur et avons déjà comptabilisé un actif et un passif correspondant au titre du contrat de location-financement, nous ne nous attendons pas à ce que l'application d'IFRS 16 ait une incidence importante sur les montants comptabilisés dans nos états financiers.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Impôts sur le résultat

En janvier 2016, l'IASB a publié « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes », une modification d'IAS 12, *Impôts sur le résultat* (« IAS 12 »). Ces modifications touchent la comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes sur les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et l'application anticipée est permise. La mise en œuvre de ces modifications n'a pas eu d'incidence sur nos états financiers.

Paielement fondé sur des actions

En juin 2016, l'IASB a publié des modifications d'IFRS 2, *Paielement fondé sur des actions*, afin de préciser la méthode de comptabilisation des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie, des transactions dont le paiement est fondé sur des actions qui comportent des modalités de règlement net, ainsi qu'une modification aux modalités visant le classement des transactions. Les modifications prendront effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. La mise en œuvre de ces modifications ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers.

Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, de l'IFRS Interpretations Committee. L'interprétation clarifie la façon d'appliquer les exigences d'IAS 12 en matière de comptabilisation et d'évaluation lorsqu'il existe une incertitude relative aux traitements fiscaux. L'interprétation exige d'une entité qu'elle détermine si certaines positions fiscales doivent être évaluées de façon distincte ou conjointement avec d'autres positions fiscales incertaines et, pour prendre cette décision, une entité doit supposer que l'autorité fiscale examinera les montants qu'elle a le droit d'examiner et qu'elle aura toute l'information nécessaire pour procéder à cet examen. Une entité doit également tenir compte de la probabilité que l'autorité fiscale accepte un traitement fiscal incertain utilisé par l'entité, ou que l'entité propose d'utiliser, dans sa déclaration de revenus et réévaluera tous les jugements et estimations formulés si les faits et les circonstances changent ou si de nouveaux renseignements deviennent disponibles. L'interprétation sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et devra être appliquée de façon rétrospective ou rétrospective modifiée sans retraitement des périodes comparatives. L'application anticipée est permise. L'adoption de l'interprétation ne devrait pas avoir d'incidence importante sur nos états financiers.

Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une partie à un instrument financier entraîne une perte financière pour l'autre partie en raison de son incapacité à honorer ses obligations. Notre exposition au risque de crédit est essentiellement limitée à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie ainsi qu'aux créances clients et autres débiteurs. Dans tous les cas, qu'il s'agisse du risque de crédit, de liquidité, de marché ou de tout autre risque, notre objectif de la gestion des risques est de limiter notre exposition à un risque conforme à notre tolérance au risque.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Certains membres de la direction ont pour responsabilité de déterminer les institutions financières auprès desquelles nous ferons des dépôts. La direction sélectionne en général des institutions financières avec lesquelles elle est en relation et qu'elle considère comme ayant une taille, des liquidités et une stabilité suffisantes. La direction évalue son exposition au risque de crédit à l'occasion ou lorsque des conditions indiquent que son exposition au risque de crédit pourrait changer ou a changé. Notre exposition maximale au risque de crédit correspond à la juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie comptabilisée dans notre état consolidé résumé de la situation financière non audité au 31 décembre 2017, soit 78,7 M\$ (30 septembre 2017 – 71,6 M\$). Nous ne disposons d'aucune garantie ou d'autres rehaussements de crédit à titre de sûreté relativement à nos soldes de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie. Nous considérons comme élevée la qualité de crédit de nos soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, et aucune valeur ne s'est dépréciée.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Créances clients et autres débiteurs

Nous sommes soumis au risque de crédit en raison de nos créances clients et autres débiteurs dans le cours normal de nos activités. Notre exposition maximale au risque de crédit correspond à la juste valeur des créances clients et autres débiteurs comptabilisée dans notre état consolidé résumé de la situation financière non audité au 31 décembre 2017, soit 23,6 M\$ (30 septembre 2017 – 32,1 M\$). Nous pouvons effectuer des vérifications de crédit ou accepter des paiements ou des dépôts de garantie par anticipation afin de limiter notre exposition au risque de crédit. Notre clientèle est suffisamment diversifiée. Elle comprend des banques et des institutions de prêts hypothécaires qui ont une envergure et une capitalisation suffisantes pour limiter toute exposition éventuelle au risque de crédit. Nous avons également désigné plusieurs employés pour effectuer le recouvrement conformément à nos politiques en matière de règlement et de recouvrement des créances clients. Ces politiques établissent des procédures visant à gérer, à surveiller, à contrôler, à analyser, à consigner et à améliorer le règlement et le recouvrement des créances clients. Nous disposons également de politiques et de procédures qui permettent d'établir les estimations de la réduction de valeur au titre de créances douteuses. Ces calculs sont généralement fondés sur l'historique de recouvrement. Nous effectuons des examens spécifiques des soldes des comptes, lorsque cela est possible, en tenant compte de la qualité de crédit du client, de son historique de paiement et d'autres facteurs qui lui sont propres, y compris la faillite et l'insolvabilité.

Lorsque la direction considère que des créances clients et autres débiteurs comportent un risque de recouvrement, elle constitue une provision par l'intermédiaire d'un compte de correction de valeur. Lorsque des créances clients et autres débiteurs sont considérés comme irrécouvrables, ils sont radiés de ce compte. Tout recouvrement ultérieur des montants précédemment radiés est crédité au compte de correction de valeur puis est comptabilisé dans les charges d'exploitation dans le compte consolidé de résultat et de résultat global. La direction évalue généralement la dépréciation de la totalité des créances clients et autres débiteurs en appliquant un taux historique de recouvrement qui tient compte de la conjoncture économique.

Les créances clients et autres débiteurs sont généralement exigibles dans les 15 à 45 jours suivant la date de facturation. En conséquence, passé ce délai, tous les montants non réglés sont en souffrance. En fonction des taux de recouvrement historiques, nous avons réussi à recouvrer des montants qui n'étaient pas en souffrance depuis plus de 90 jours. Nous estimons que la qualité de crédit des créances clients et autres débiteurs qui ne sont ni en souffrance ni douteux est élevée. Notre exposition maximale au risque de crédit correspond à notre valeur comptable nette. Au 31 décembre 2017, le montant des créances clients et autres débiteurs considérés comme s'étant dépréciés était jugé négligeable.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que nous éprouvions des difficultés à remplir nos obligations de règlement de nos passifs financiers. Notre exposition au risque de liquidité est principalement liée à toute dépendance que nous pourrions avoir au financement par emprunt à long terme. Certains membres de la direction sont chargés de s'assurer que nous disposons de liquidités suffisantes à court, à moyen et à long termes. Quand nous prélevons des montants sur nos facilités de crédit à long terme, nous gérons le risque de liquidité sur une base quotidienne en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels ainsi que nos soldes de liquidités disponibles. La direction surveille régulièrement les modalités financières de ses facilités d'emprunt et fournit chaque trimestre au comité d'audit et à son prêteur un rapport de conformité. Nous gérons activement notre liquidité et nous sommes régulièrement en contact avec notre prêteur.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur d'un instrument financier ou les flux de trésorerie futurs qu'on prévoit en tirer varient en raison des fluctuations des cours du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre.

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier ou les flux de trésorerie futurs qu'on prévoit en tirer varient en raison des fluctuations des taux de change. Notre exposition au risque de change découle de la conversion en dollars canadiens de montants en dollars américains et vice versa. Nous pouvons conclure des contrats de change pour limiter notre exposition au risque de change; cependant, à la date du présent rapport de gestion, nous ne disposons d'aucun contrat de change en attente de règlement. En conséquence, nous sommes exposés au risque de

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

change sur les montants en dollars américains facturés à nos établissements américains sous la forme de frais de gestion, de redevances et de taux d'intérêt sur les financements à long terme. La direction agit à sa discrétion pour réduire ce risque et examine activement son exposition aux contrats de change ainsi que ses besoins à ce chapitre.

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur d'un instrument financier ou les flux de trésorerie futurs qu'on prévoit en tirer varient en raison des fluctuations des taux d'intérêt du marché. Le risque de taux d'intérêt découle de nos actifs et passifs financiers portant intérêt. Nous possédons un certain nombre d'actifs et de passifs financiers exposés au risque de taux d'intérêt, nos facilités d'emprunt à long terme étant les plus importantes, quand des montants y sont prélevés. Toutes les facilités d'emprunt à long terme sont également soumises au risque de taux d'intérêt à leur échéance ou au moment de leur renégociation. Une augmentation ou une diminution des taux d'intérêt variables entraîne une augmentation ou une diminution correspondante des charges d'intérêts sur les montants en capital prélevés sur nos facilités de crédit à long terme. Nous sommes également soumis au risque de taux d'intérêt relativement à tous nos placements à court terme en équivalents de trésorerie.

Objectif de la gestion des risques

Notre objectif de la gestion des risques est de limiter l'exposition à un risque conforme à notre tolérance au risque. Les instruments financiers dérivés sont évalués en fonction des expositions qu'ils devraient limiter, et la sélection d'un instrument financier dérivé ne doit pas augmenter notre exposition nette au risque. Les instruments financiers dérivés peuvent nous exposer à d'autres types de risques, notamment au risque de crédit. L'exposition aux autres types de risque est évaluée en fonction des instruments financiers dérivés sélectionnés et est assujettie à une analyse coûts-avantages. Nous n'utilisons pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation ou de négociation, et la valeur de l'instrument financier dérivé ne peut pas dépasser l'exposition au risque de l'actif, du passif ou des flux de trésorerie sous-jacents dont il est censé atténuer le risque.

Méthodes et hypothèses relatives à la juste valeur

Les justes valeurs des instruments financiers, des bons de souscription et des contreparties éventuelles sont calculées en fonction des informations disponibles sur le marché, des méthodes d'évaluation généralement reconnues et de spécialistes de l'évaluation tiers, au besoin, ou en fonction des attentes de réalisation dans le cas d'une contrepartie éventuelle actualisée au taux d'intérêt du marché. Ces estimations exigent un niveau de jugement considérable. Par conséquent, les estimations de la juste valeur ne sont pas nécessairement représentatives des montants que nous ou nos contreparties aux instruments en question pourrions réaliser sur un marché courant, ou prévoyons payer dans le cas d'une contrepartie éventuelle. L'utilisation d'hypothèses ou de méthodes d'estimation différentes pourrait avoir une incidence significative sur ces justes valeurs.

Les actifs et les passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, le cas échéant, sont présentés à notre état consolidé résumé de la situation financière non audité à titre de charges à payer ainsi que de passifs liés aux bons de souscription.

Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2017, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives au sens prévu par les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières qui reflètent nos attentes et opinions actuelles à l'égard d'événements futurs qui se rapportent principalement aux rubriques « Stratégie et perspectives » et « Situation de trésorerie et sources de financement ». Dans certains cas, ces déclarations prospectives peuvent être repérées par l'emploi de termes ou d'expressions tels que « prévisions », « cible », « but », « peut », « pourrait », « pourra », « s'attend à », « prévoit », « estime », « a l'intention de », « planifie », « indique », « tente », « croit », « prédit » ou « probable », ou par la forme négative de ces termes et de ces expressions ou par des termes ou des expressions de nature semblable qui nous

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

permettent de repérer les déclarations prospectives, ou encore par l'emploi de verbes conjugués au futur ou au conditionnel. Les déclarations prospectives et autres informations prospectives sont données à la date du présent rapport de gestion et sont fondées sur les opinions, les estimations et les hypothèses formulées par la direction en fonction de son expérience et de sa perception des tendances passées et présentes, de la conjoncture actuelle et des faits nouveaux prévus, ainsi que d'autres facteurs qu'elle croit pertinents et raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer significativement des résultats indiqués ou des déclarations prospectives sous-jacentes pour diverses raisons, notamment les facteurs indiqués ci-dessous et présentés en détail dans notre notice d'information annuelle pour l'exercice clos le 30 septembre 2017, laquelle figure à l'adresse www.sedar.com, raisons décrites au paragraphe « Principaux facteurs influant sur les résultats d'exploitation » de la rubrique « Stratégie et perspectives » du présent rapport de gestion.

Ces déclarations prospectives comprennent des déclarations portant notamment sur ce qui suit :

- Nos attentes relativement à certains de nos résultats et renseignements financiers, notamment nos produits, nos charges, notre BAIIA ajusté^{A)}, nos produits nets^{A)}, la croissance de nos ventes et l'accroissement de notre part de marché, nos dépenses d'investissement, nos activités d'exploitation et l'utilisation de nos flux de trésorerie futurs.
- Nos besoins en liquidités prévus et nos besoins en financement supplémentaire.
- Notre capacité à protéger notre propriété intellectuelle, à la maintenir en vigueur et à l'appliquer.
- Des revendications faites par des tiers relativement à la contrefaçon ou à la violation de droits de propriété intellectuelle ou d'autres conflits touchant de tels droits.
- Nos plans pour l'accroissement des services et le moment choisi pour entreprendre cette démarche.
- Les attentes relatives aux tendances dans le secteur, aux taux de croissance du marché en général et à nos taux de croissance, nos plans et nos stratégies futurs.
- L'acceptation, par nos clients et par les intervenants sur le marché, de nouvelles technologies et de nouveaux services.
- Notre capacité à attirer de nouveaux clients et à fidéliser nos clients actuels.
- Notre capacité à continuer de recruter et à maintenir en poste du personnel.
- Nos attentes relatives à l'élargissement de nos offres de services.
- Notre position sur le plan de la concurrence et le contexte réglementaire dans lequel nous évoluons.
- Les tendances et les difficultés prévues dans nos activités et dans les marchés au sein desquels nous exerçons nos activités.
- Nos intentions relatives à l'adoption de nouvelles normes comptables.

En outre, nos évaluations et nos cibles relativement aux produits, à la part de marché, aux produits nets^{A)} et aux marges du BAIIA ajusté^{A)} sont considérées comme de l'information prospective. Se reporter à la rubrique « Stratégie et perspectives » du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet de nos stratégies, nos hypothèses et nos perspectives du marché relativement à ces évaluations. Real Matters prévient le lecteur que la liste des facteurs de risques et des incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses résultats.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

Risques et incertitudes

Même si nous croyons que les hypothèses sous-jacentes à ces déclarations sont raisonnables, elles peuvent se révéler inexactes et rien ne garantit que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives. Compte tenu de ces risques, de ces incertitudes et de ces hypothèses, le lecteur ne devrait pas se fier indûment aux déclarations prospectives. La question de savoir si les résultats, le rendement ou les réalisations réels seront conformes à nos attentes et nos prévisions dépend d'un certain nombre de risques, d'incertitudes, d'hypothèses et d'autres facteurs connus et inconnus qui comprennent les suivants :

Stratégie

- Le défaut d'accroître la part du marché des évaluations hypothécaires résidentielles conformément aux prévisions.
- Le défaut d'accroître la part du marché des services liés aux titres de propriété et à la clôture d'opérations immobilières aux États-Unis conformément aux prévisions.
- L'évolution de la conjoncture économique qui entraînerait des fluctuations de la demande des clients.
- Une dépendance accrue envers les principaux clients du secteur.
- Les risques liés au ciblage de clients importants dans le secteur.
- Une croissance qui donnerait lieu à une demande accrue envers notre direction et notre infrastructure.
- Les augmentations de coûts et l'augmentation de la demande envers la direction associées au fait d'être une société ouverte.
- L'incapacité à développer ou à acquérir et à vendre des améliorations et de nouveaux services.
- L'incapacité à maintenir la demande à l'égard de nos services ou notre incapacité à diversifier nos produits d'exploitation.
- Les risques liés au contexte commercial concurrentiel.
- L'incapacité à réaliser ou à intégrer des acquisitions.
- La publicité négative.
- L'inefficacité de nos efforts en matière de gestion des risques.
- L'incapacité éventuelle à intégrer les activités de Linear.

Opérations

- L'incapacité à protéger de façon efficace notre infrastructure technologique.
- Les défauts ou les erreurs importantes dans notre infrastructure technologique.
- Les pannes de système.
- Les tremblements de terre, les incendies, les inondations ainsi que d'autres catastrophes naturelles ou interruptions.
- Les efforts, le temps ainsi que les frais associés à la transition des logiciels de concurrents vers les nôtres.
- L'incapacité à s'adapter aux progrès technologiques.
- L'incapacité à maintenir les engagements des représentants sur les lieux.
- Les risques inhérents aux logiciels « à code source ouvert ».
- La perte de la culture d'entreprise.
- L'incapacité à maintenir en poste des membres du personnel clés ou à embaucher d'autres membres du personnel clés.

Affaires juridiques et conformité

- Les risques liés à la réglementation.
- Les risques liés aux activités exercées aux États-Unis.
- La fiabilité du produit du travail des représentants sur les lieux.
- Les risques liés au reclassement éventuel des employés exonérés et des représentants sur les lieux.
- Les modifications apportées aux lois fiscales ou des contrôles fiscaux défavorables.
- Les litiges en instance ou éventuels.
- Les risques liés à nos ententes de confidentialité.

Real Matters Inc. – Rapport de gestion pour les trimestres clos les 31 décembre 2017 et 2016

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains et en milliers d'actions, sauf les montants par action, à moins d'indication contraire.)

- La violation éventuelle des droits de propriété d'autrui.
- Les risques liés à notre protection d'assurance.
- L'incapacité à protéger de façon efficace notre propriété intellectuelle.
- Le fait que nos règlements administratifs puissent éventuellement limiter la capacité d'un actionnaire à obtenir une tribune favorable pour régler ses différends avec nous.
- La difficulté de faire exécuter des jugements contre des administrateurs non résidents.
- Les demandes d'indemnisation de la part des administrateurs ou des membres de la direction.

Information financière et présentation

- Les risques liés au fait que les déclarations prospectives figurant dans le présent rapport de gestion pourraient se révéler inexactes.
- Des estimations et jugements comptables critiques inadéquats.
- L'incapacité éventuelle à réunir des capitaux supplémentaires.
- Des lacunes éventuelles dans nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.
- La modification des normes comptables ou de leur interprétation.
- Les clauses restrictives que comporte notre facilité de crédit.
- La dépendance envers les filiales.
- Les fluctuations des taux de change.
- Les placements futurs de titres de créance.
- Les ventes futures d'actions par des actionnaires existants, ce qui réduirait le cours des actions.
- La dilution et les ventes futures d'actions.
- Les risques liés aux recherches et aux rapports des analystes en valeurs mobilières qui pourraient avoir une incidence sur le cours de l'action.
- Les risques liés à l'encours de la dette et à l'incapacité éventuelle à financer les projets futurs.
- Les risques liés aux coûts du service de la dette.
- Les risques liés à la possibilité que le cours de nos actions fluctue de manière importante.
- Les risques liés à notre politique actuelle en matière de dividendes.

Real Matters prévient le lecteur que ces facteurs de risques et incertitudes devraient être examinés attentivement et qu'il ne devrait pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi ne l'exige, Real Matters n'a pas l'intention et décline toute obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement toute déclaration prospective, par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Glossaire

« groupe 1 » désigne le palmarès des cinq principales banques américaines selon la taille des actifs, tel qu'il est établi en fonction des données de la Réserve fédérale américaine, ainsi que le plus important prêteur hypothécaire non bancaire aux États-Unis, selon le site Web Inside Mortgage Finance website : Top 100 Mortgage Lenders.

« groupe 2 » désigne le palmarès des 30 principaux prêteurs hypothécaires aux États-Unis, selon le site Web Inside Mortgage Finance website : Top 100 Mortgage Lenders, qui ne sont pas compris dans les prêteurs hypothécaires du groupe 1.

« groupe 3 » désigne le palmarès des 100 principaux prêteurs hypothécaires aux États-Unis, selon le site Web Inside Mortgage Finance website : Top 100 Mortgage Lenders, qui ne sont pas compris dans les prêteurs hypothécaires du groupe 1 et du groupe 2.

« groupe 4 » désigne tous les prêteurs hypothécaires aux États-Unis qui ne sont pas compris dans le groupe 1, le groupe 2 et le groupe 3.